

# UN SEUL MONDE



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Direction du développement  
et de la coopération DDC

N° 2 / JUIN 2020

Le magazine de la DDC  
sur le développement  
et la coopération

[www.un-seul-monde.ch](http://www.un-seul-monde.ch)

## SANTÉ MENTALE

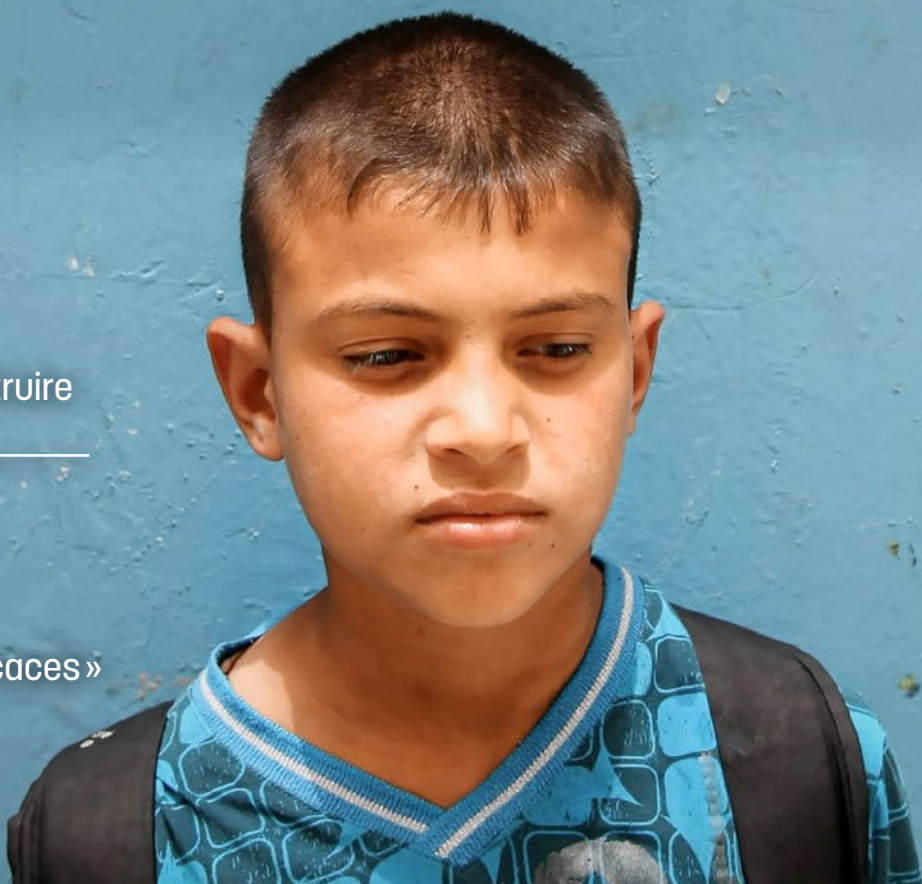
Un domaine négligé

## HAÏTI

Un pays qui peine à se reconstruire

## PHILANTHROPIE ET CALCULS

La recette des « altruistes efficaces »  
pour enrayer la pauvreté



## DOSSIER

### SANTÉ MENTALE



8

#### Une bombe à retardement négligée

Les maladies psychiques peuvent accroître la pauvreté, réduire l'espérance de vie et entraver le développement de pays entiers, mais ce sujet reste boudé par la coopération internationale.

14

#### Santé locale et globale

La Suisse mène des projets concrets sur le terrain, tout en s'engageant dans les processus internationaux et multilatéraux.

16

#### «Sur certains points, les pays en développement nous devancent»

Entretien avec le psychiatre Norman Sartorius, ancien directeur de la division Santé mentale de l'OMS.

18

#### Des grands-mères contre la dépression

Une méthode facile d'accès au Zimbabwe, désormais utilisée aux États-Unis.

19

#### Faits et chiffres

Le magazine est également disponible en ligne :

[www.un-seul-monde.ch](http://www.un-seul-monde.ch)

[www.eine-welt.ch](http://www.eine-welt.ch)

[www.un-solo-mondo.ch](http://www.un-solo-mondo.ch)

[www.one-world-magazine.ch](http://www.one-world-magazine.ch)

*Un seul monde* est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

## DDC



20

#### Plus ciblée, plus efficace

La stratégie de coopération internationale 2021-2024 et une interview avec le conseiller fédéral Ignazio Cassis, chef du DFAE.

24

#### Survivre dans le golfe

Dans le sud du Myanmar, la DDC vient en aide aux pêcheurs et aux agriculteurs dont les moyens de subsistance sont menacés.

27

#### Réponse rapide à la crise du coronavirus

La DDC fournit une aide immédiate et ciblée.

## HORIZONS

### HAÏTI



28

#### Les jeunes Haïtiens crient leur colère

Dix ans après le séisme, Haïti peine à se reconstruire malgré l'aide internationale.

32

#### Sur le terrain avec...

Geneviève Federspiel, cheffe de mission et de coopération en Haïti.

33

#### Transformer les défis en opportunités

Marie Yolène Philippeaux Scutt, maire de La Vallée de Jacmel, évoque son travail quotidien.

## FORUM



34

#### Philanthropie et calculs

Peut-on, comme l'affirment les «altruistes efficaces», enrayer la pauvreté sur la seule base de critères économiques et scientifiques?

37

#### Changement de paradigme

Carte blanche: la Bosnienne Aida Begić raconte la naissance d'une brillante génération de réalisatrices dans son pays.

## CULTURE



38

#### Le théâtre pour combattre le mariage des enfants

Au Maroc, un camion se transforme en scène de spectacle pour sensibiliser le public aux dangers des unions précoces.

3 Éditorial

4 Périscope

41 Service

43 Coup de cœur avec aMina Djahnine

43 Impressum

# LES BRUMES DE L'ESPRIT VOILENT LE MONDE



La crise du coronavirus accapare actuellement toute l'attention. Comme vous le découvrirez dans ce numéro d'*Un seul monde*, la DDC a su réagir rapidement pour venir en aide aux populations défavorisées dans ses pays partenaires. Plus que jamais, celles-ci dépendent de notre solidarité, les défis étant colossaux. Notre soutien vise non seulement à atténuer les conséquences humanitaires de la pandémie, mais aussi à renforcer les systèmes à long terme.

La santé mentale des habitants de régions instables me tient également à cœur. Lui accorder d'emblée une attention accrue est essentiel. Un soutien psychologique aide à ne pas perdre pied, à mieux s'intégrer dans un nouveau cadre de vie et à retrouver un ancrage social. Parfois, les maladies psychiques restent dans l'ombre, ce d'autant plus lorsque les catastrophes accaparent les travailleurs humanitaires et que les mesures destinées à sauver des vies sont au premier plan.

J'ai trop souvent croisé le regard vide de personnes directement touchées. Ces prisonniers torturés, ces femmes et ces hommes victimes d'abus sexuels, ces mères qui attendaient des années durant, pleines d'espoir, souvent en vain, le retour d'un fils ou d'un mari porté disparu. Ces enfants soldats, privés de jeunesse, mais aussi de tout équilibre psychique. Ceux qui, chassés de chez eux, s'efforcent de surmonter l'horreur de la fuite et la séparation familiale. Ces images ne me quittent plus.

L'Objectif 3 de l'Agenda 2030 se concentre sur la santé et le bien-être de tous. Malgré des progrès remarquables, le renforcement psychique et la résilience n'occupent toujours pas la place qu'ils méritent. S'il n'est pas rare que les conséquences touchent

toutes les générations des années plus tard encore, elles demeurent souvent invisibles. Je voudrais souligner le rôle crucial que jouent les acteurs locaux dans l'obtention de résultats, notamment lorsqu'un suivi psychologique professionnel ne constitue pas une priorité en matière de stratégie de la santé et que le manque de ressources est chronique.

Penser, par ailleurs, que la stabilité psychique et la robustesse des travailleurs humanitaires vont de soi serait une grave erreur. Aider autrui avec efficacité suppose que l'on sache gérer les situations de stress. Cela ne tombe pas du ciel. Des structures et un accompagnement sont nécessaires pour évacuer les tensions.

Ce numéro se propose d'illustrer la diversité et l'énergie qui caractérisent l'action de la DDC dans le domaine de la santé mentale. La santé est l'un des cinq défis globaux auxquels doit répondre la coopération internationale (CI). Fin 2019 déjà, nous abordions l'orientation du message sur la stratégie CI 2021-2024, qui a entre-temps été approuvée par le Conseil fédéral et transmis au Parlement. Vous en apprendrez plus à ce sujet dans cette édition.

Succédant à Manuel Sager à la direction de la DDC, je me réjouis de prendre part à la mise en œuvre de cette stratégie. Celle-ci place les besoins des populations au centre, en gardant les intérêts de la Suisse et la valeur ajoutée de la CI suisse à l'esprit. Je tiens à remercier ici toutes les personnes qui ont façonné jusqu'ici cette stratégie. Je forme le vœu que non seulement nos lecteurs, mais également les citoyens suisses puissent se sentir fiers de notre coopération au développement, en saisissent les enjeux et contribuent à son succès.

*Patricia Danzi*  
Directrice de la DDC



## DES PAPILLONS QUI RAPPORTENT

(sch) Le Costa Rica recèle une biodiversité extraordinaire. Ses quelque 15 000 espèces de papillons constituent une richesse écologique qui rapporte: grâce à eux, environ 400 familles gagnent aujourd'hui leur vie. Les éleveurs, en majorité des femmes, sont pour la plupart originaires de régions défavorisées offrant peu d'emplois. L'élevage des chenilles représente une activité lucrative et accessible aux personnes peu instruites. Des entreprises exportent ces insectes. La Costa Rica Entomological Supply, par exemple, envoie chaque semaine 30 000 cocons de papillons vers les jardins zoologiques américains, européens et russes. Plus de 80 espèces différentes sont élevées aujourd'hui au Costa Rica, favorisant leur préservation et la biodiversité.

## UN FONDS D'IMPACT POUR LES PETITS PAYSANS

(cz) Au moins 270 millions de petits agriculteurs en Afrique, en Asie et en Amérique latine produisent entre 70% et 80% de l'alimentation mondiale, selon les estimations. Dans les pays les plus pauvres, ils ne disposent toutefois pas du capital nécessaire pour développer leur activité. Sans accès à des prêts à long terme, ils ne peuvent pas investir dans leur exploitation et accroître leur productivité. Le Fonds IDH Farmit doit faciliter les financements des petits exploitants agricoles. Lancé en janvier dernier par la Sustainable Trade Initiative du gouvernement néerlandais, il est soutenu par divers partenaires: banques commerciales et de développement, sociétés privées ainsi que gouvernements. S'affirmant comme le plus grand fonds d'impact du monde pour le financement des petits agriculteurs, il devrait catalyser jusqu'à un milliard d'euros d'investissements.

## DÉPISTAGE PRÉCOCE AU POIGNET

(cz) Les montres connectées peuvent contribuer au dépistage précoce d'épidémies: telle est la conclusion d'une étude

réalisée par l'Institut de recherche médicale Scripps. Les chercheurs ont découvert que les informations générées par ces accessoires, comme la fréquence cardiaque, permettent de prédire l'ampleur d'une infection grippale au sein d'une population. Ils ont analysé les données de 200 000 utilisateurs du Fitbit fitness tracker – un appareil portable qui suit l'activité physique d'une personne. «Même si elles ne proviennent que d'un pourcentage restreint de la population, ces données constituent des systèmes d'alerte précoce supplémentaires pour les épidémies grippales», indique Jennifer Radin, coauteure de l'étude. La chercheuse estime que le coût des appareils ne limitera pas leur utilisation: «Leur prix va encore baisser, ce qui les rendra plus accessibles.»

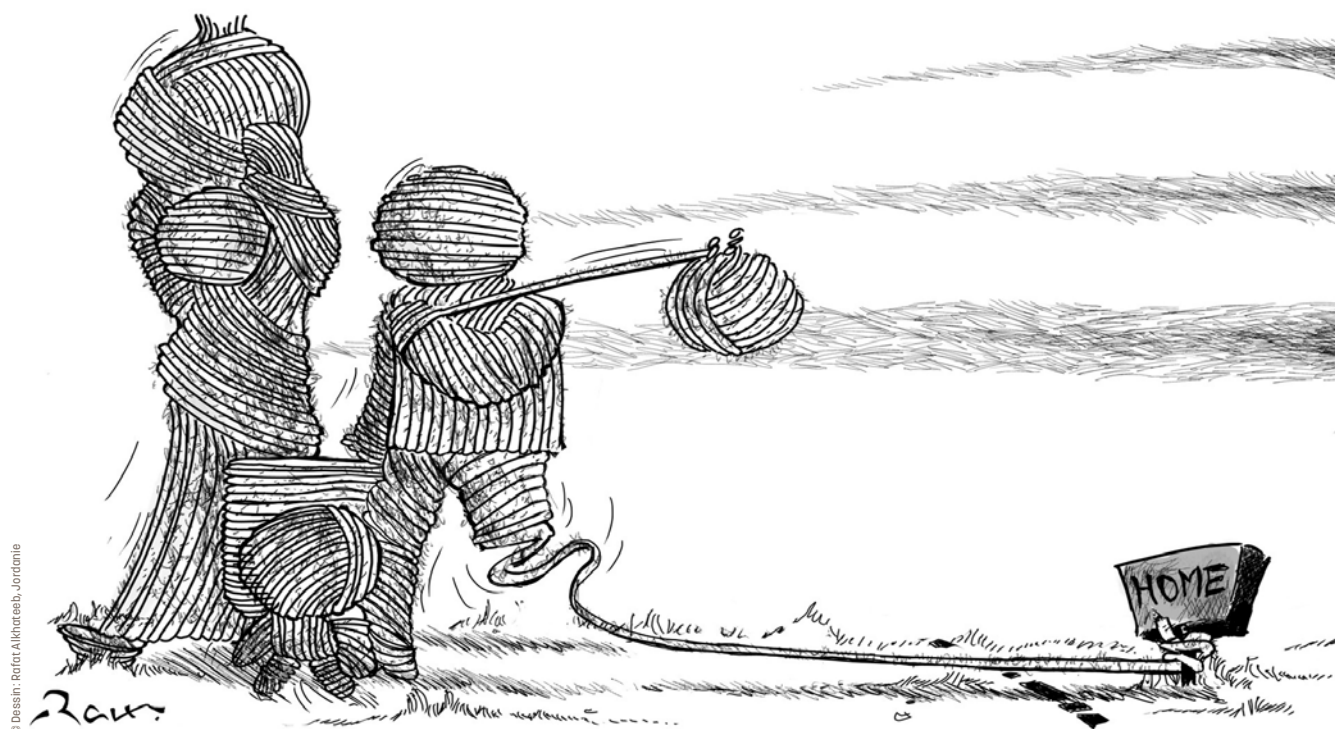
## UN OUTIL POUR ANTICIPER LES CONFLITS LIÉS À L'EAU

(zs) L'eau devient une source de tensions à travers le monde, notamment en Afrique et au Moyen-Orient. Pour prédire, un an à l'avance, les conflits naissants, des scientifiques de six organisations ont développé le système d'alerte «Water, Peace and Security». Cet instrument prend en compte non seulement les variables environnementales, telles que les périodes de sécheresse et les quantités de précipitations, mais également les facteurs politiques, sociaux, économiques et démographiques d'une région. S'adressant principalement aux responsables politiques et aux organisations, il prévoit plusieurs conflits cette année. L'Inde, le Pakistan, l'Irak, l'Iran, le Nigeria et le Mali sont concernés. Selon l'ONU, près de cinq milliards de personnes pourraient subir une pénurie d'eau d'ici à 2050, aggravant les tensions entre les populations rurales et urbaines ainsi qu'entre les gouvernements.

## CARTOGRAPHIE DE LA RÉSISTANCE AUX ANTIMICROBIENS

(bf) Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, les micro-organismes résistant aux antibiotiques chez les animaux d'élevage ne cessent d'augmenter. Or, ces pays sont souvent peu équipés pour suivre l'apparition de résistances. Le recours aux antibiotiques y est, par ailleurs, moins réglementé et documenté que dans les États industrialisés.





© Dessin: Rafiq Alkhatieb, Jordanie

Une étude internationale dirigée par l'École polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ) montre, pour la première fois, où il est nécessaire d'agir. Des chercheurs de l'EPFZ, de l'Université de Princeton aux États-Unis et de l'Université libre de Bruxelles en Belgique ont examiné des milliers de publications réalisées par des vétérinaires du monde entier. À partir de ces données, ils ont réalisé la première cartographie de la résistance aux antimicrobiens dans le secteur de l'élevage. Les auteurs ont développé ensuite une plateforme de données publiques: [resistancebank.org](http://resistancebank.org). Les vétérinaires ou les autorités, par exemple, peuvent y télécharger les informations récentes sur la résistance aux antibiotiques dans leur région et les partager avec d'autres personnes intéressées.

### DES MAISONS DURABLES ET ABORDABLES

(sch) Plus de 3,5 millions de personnes en Afrique du Sud gagnent trop pour bénéficier d'un appartement subventionné, mais trop peu pour trouver un logement sur le marché immobilier. De nombreux Sud-Africains, majoritairement noirs, vivent dans des abris de fortune, souvent sans électricité ni eau courante. Le jeune entrepreneur Nhlanhla Ndlovu, lui-même originaire du township de Soweto à Johannesburg, a grandi dans des conditions précaires avec les douze autres membres de sa famille. Aujourd'hui, sa start-up Hustlenomics remplace les cabanes dangereuses pour les remplacer par des maisons construites en matériaux durables. Celles-ci coûtent quelque 6000 francs. Elles sont raccordées au réseau d'eau et d'électricité. Les briques recyclées sont fabriquées à partir de

décombres et de ciment. Un mois suffit pour construire une maison Hustlenomics. Soweto en abrite aujourd'hui plus de 30. L'entreprise sud-africaine, qui cible les personnes à faible revenu, applique un modèle novateur de financement d'une maison en copropriété: les revenus locatifs de la structure achevée sont utilisés pour amortir les coûts de construction, avant de permettre potentiellement la pleine propriété. La start-up a déjà remporté plusieurs prix pour son engagement social et écologique.



© Hustlenomics



# DOSSIER SANTÉ MENTALE

---

**UNE BOMBE À RETARDEMENT NÉGLIGÉE** PAGE 8  
**SANTÉ LOCALE ET GLOBALE** PAGE 14  
**« SUR CERTAINS POINTS, LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT NOUS DEVANCENT »** PAGE 16  
**DES GRANDS-MÈRES CONTRE LA DÉPRESSION** PAGE 18  
**FAITS ET CHIFFRES** PAGE 19



Une médecin écoute une femme violée dans un hôpital à Butembo, en République démocratique du Congo.

© Jens Grossmann/laif

# UNE BOMBE À RETARDEMENT NÉGLIGÉE

Les maladies psychiques peuvent accroître la pauvreté, réduire l'espérance de vie et freiner le développement de nations entières. Pourtant, le sujet continue à être boudé par la coopération internationale. Explications, mais également sources d'espoir recueillies dans trois pays fort différents.

Texte: Christian Zeier

Un vendredi après-midi, peu avant cinq heures. C'est dans cette zone industrielle bien sécurisée, non loin de l'aéroport de Mogadiscio, que se réunit le premier groupe somalien de psychoéducation. Seize hommes et femmes forment un large cercle, assis sur des coussins et des tapis colorés. Devant chacun, du thé dans un gobelet en carton et du gâteau au chocolat servi sur une serviette en papier. Ils ont enlevé leurs chaussures, activé le mode avion de leur smartphone et se concentrent sur les instructions que l'une des femmes leur donne d'une voix posée. «Notez sur une feuille vos plus grandes inquiétudes», leur demande Rowda Olad, qui dirige le cours. Elle interroge: «Qu'est-ce qui vous a le plus stressés ces derniers temps?»

## Apprendre à mieux se connaître

La majorité des participants a la trentaine. Ils travaillent pour le gouvernement ou des organisations internationales, portent des vêtements à la mode: les hommes en jean et en chemise, les femmes en longues robes avec des foulards colorés. Ils apprennent à mieux se connaître: la psychoéducation propose des outils pour gérer les troubles psychiques. «Ici, vous pouvez parler de vos difficultés sans être jugés par qui que ce soit», explique Rowda Olad. Une fois les





feuilles rassemblées, elle demande à des participants de lire à voix haute les inquiétudes exprimées, sans nommer les auteurs. S'ouvrent alors les abîmes de la psyché humaine.

## Bombes, peur, explosions

«Le matin, je dois me faire violence pour quitter la maison», lit un homme en chemise à carreaux. «Chaque jour, j'ai peur que l'on me tue», expose une femme au hidjab turquoise. D'autres voix sont exprimées: «J'ai peur des bombes.» «Les explosions m'angoissent.» «Parfois, c'est comme si la peur me paralysait.»

Bombes, peur, explosions: ces mots reviennent en boucle.

Une fois toutes les feuilles lues, c'est le silence. Plus de rires ni de chuchotements. Juste des tirs au loin, de temps à autre. «Nous devons apprendre à parler de nos peurs, résume Rowda Olad. C'est indispensable si nous voulons que ce pays retrouve un jour la normalité.»

Il y a quelques années, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) estimait que la concentration de maladies mentales en Somalie était l'une des plus élevées du monde. Psychoses, schizophrénie, troubles bipolaires, paranoïa, dépres-

sions et stress post-traumatique constituent les diagnostics les plus fréquents, selon un rapport de l'institution dont le siège se trouve à Genève. Une personne sur trois serait concernée. Les causes sont nombreuses: la pauvreté, le chômage, l'abus de narcotiques, mais aussi la guerre, la terreur et une angoisse perma-

Le centre psychiatrique privé Habeeb est l'une des rares institutions de Mogadiscio où les personnes souffrant de troubles mentaux reçoivent un soutien. © Jan Grarup/laif



**INITIATIVE SPÉCIALE AMBITIEUSE**

Dans le cadre de sa nouvelle Initiative spéciale pour la santé mentale, l'OMS envisage d'étendre, d'ici à 2023, l'accès aux soins de base en cas de troubles psychiques à 100 millions de personnes, dans douze pays clés. Objectif : offrir à l'ensemble de la population de ces pays des soins psychologiques abordables et de qualité. Pour une mise en œuvre complète, l'OMS prévoit un budget de 60 millions de dollars sur cinq ans.



nente. « Notre société restera marquée pendant des décennies par les problèmes psychiques », déplore Rowda Olad.

Le médecin Habeeb en est, lui aussi, convaincu. Celui qui se nomme en réalité Abdirahman Ali Awale a mis en place le plus vaste réseau psychiatrique de Somalie et formé de nombreux spécialistes. « Les problèmes psychiques ont de profondes conséquences sur notre société », souligne-t-il. Pour la plupart des habitants de Mogadiscio, les conditions de vie sont bien meilleures depuis quelques années. Mais, pour une reconstruction réussie, il faudrait plus de spécialistes, de thérapies et de groupes de parole : autrement dit, plus d'argent pour des soins psychiatriques dans l'ensemble du pays. Lorsqu'on lui demande quel soutien il reçoit de l'État ou de l'aide au développement, il se contente de rire. « Zéro, lance-t-il. Exactement zéro, virgule zéro, zéro, zéro. »

C'est un fait : les moyens investis dans la santé mentale des Somaliens sont dérisoires face à l'importance du problème. D'après l'OMS, le pays ne comptait, en 2017, que cinq services psychiatriques et trois psychiatres diplômés. « La santé mentale n'est une priorité ni pour le gouvernement ni pour les donateurs étrangers », regrette Rowda Olad. Elle en est persuadée : si la situation s'apaise enfin en Somalie, ce sont précisément ces bles-

sures inhérentes à la société qui se manifesteront. « La bombe à retardement est sous nos pieds. Et la plupart des gens, ici, ne s'en rendent même pas compte. »



De retour des États-Unis, Rowda Olad (ci-dessus) soutient son pays, la Somalie, dans la lutte contre les maladies mentales. Le médecin Habeeb (à droite) a mis en place le plus vaste réseau psychiatrique du pays.

© Kristiina Markkanen/Finn Church Aid  
© UN Photo/Omar Abdisalan

Le manque cruel d'infrastructures en Somalie illustre de manière extrême un phénomène largement répandu. Dans toutes les régions du monde, les troubles psychiques telles que les psychoses, les dépressions ou les traumatismes font peser une lourde hypothèque sur la santé publique. En 2018, un collège d'experts de la Commission Lancet travaillant sur la santé mentale a établi que les pertes pour l'économie mondiale se chiffrent à quelque seize billions de dollars entre 2011 et 2031.

Dans les pays les plus pauvres notamment, les maladies mentales aggravent d'autres affections, renforcent la pauvreté et réduisent l'espérance de vie des personnes concernées et de leurs enfants. «Une personne sur quatre souffre d'un trouble de la santé mentale au cours de sa vie, mais la question reste largement négligée», déclarait le Secré-

taire général des Nations Unies António Guterres lors d'un discours en 2018.

### Disproportion troublante

Vice-présidente du Programme global Santé de la DDC, Erika Placella partage ce constat. «Les investissements consentis à l'échelle planétaire dans la santé mentale ne sont nullement à la hauteur des enjeux», commente-t-elle en replaçant ce désintérêt dans le contexte plus large des maladies non transmissibles (MNT). Ces affections – les troubles psychiques, mais aussi le diabète, le cancer, les maladies cardiovasculaires ou respiratoires chroniques – tuent quelque 40,5 millions de personnes chaque année, ce qui représente 71 % des décès dans le monde.

Ces pathologies sont dues, entre autres, à un mode de vie malsain tel que la

consommation de tabac et d'alcool ou le manque d'activité physique. On a ainsi longtemps supposé que les MNT étaient des «maladies de civilisation», touchant en premier lieu les pays aisés. Dans les faits, selon l'OMS, les décès liés aux MNT concernent, pour plus des trois quarts, des pays en voie de développement. Pourtant, seuls 2% de l'aide internationale consacrée à la santé visent à traiter les troubles mentaux.

Selon Luke Allen, chercheur dans le domaine de la santé à l'Université d'Oxford, cette disproportion s'explique par plusieurs facteurs. Dans un article du *Journal of Global Health Perspectives*, il note que les MNT, moins chargées émotionnellement que d'autres maladies, sont perçues dans une large mesure comme non infectieuses et, parfois même, auto-générées.

Par ailleurs, les coûts d'une non-intervention sont difficiles à chiffrer, alors que les traitements mettent souvent du temps à produire des effets. Ils nécessitent une approche globale et, le cas échéant, interdisciplinaire, les causes des MNT étant souvent très complexes. L'exemple d'Irbid, dans le nord de la Jordanie, montre ce que cela signifie dans la pratique.

### Problème global

La Jordanie est un pays stable au cœur d'une région en conflit. Au nord et à l'est se trouvent la Syrie et l'Irak; à l'ouest, les Territoires palestiniens occupés et Israël. En raison de cette configuration, des centaines de milliers de réfugiés venus des pays voisins ont fui vers la Jordanie au cours des dernières décennies. La ville d'Irbid, à 20 kilomètres seulement de la frontière syrienne, n'a pas tardé à accueillir de nombreux Syriens lorsque la guerre a éclaté. LONG Médecins sans frontières (MSF) y a installé en 2014 une clinique pour les réfugiés syriens atteints de MNT.

Deux ans plus tard, un service de santé mentale venait s'y greffer. «Bien vite,



nous avons constaté que nos patients avaient aussi besoin d'un suivi psychologique et psychiatrique, explique Ali Abu Saqer, responsable du personnel soignant au sein de la clinique. Nous offrons désormais des soins complets.» Les patients viennent consulter pour des MNT telles que des maladies cardiaques ou le diabète et sont transférés, selon les besoins, au service de santé mentale. En toute confidentialité, ils bénéficient d'un soutien psychosocial via des entretiens individuels ou en groupe.

«Souvent, les troubles sont intimement liés», précise Ali Abu Saqer. Son collègue Ahmed Bani Mufarij, chargé de conseiller les patients de la clinique lors d'entretiens, a fréquemment constaté, par exemple, que l'hypertension trouvait son origine dans des états anxieux: «Dans ce cas, la cause est psychique et non physique.» Il apprend dès lors à ses interlocuteurs à exprimer leurs difficultés et à les gérer. Lorsqu'un diagnostic psychiatrique s'impose, les patients sont confiés à des institutions partenaires.

### Suivi coûteux

Même si le phénomène n'a pas la même ampleur qu'en Somalie, la disproportion entre offre et demande est manifeste en Jordanie. Alors qu'un quart de la population aurait besoin d'un soutien psychosocial, on recense, pour 100 000 habitants, tout au plus deux psychiatres et 0,27 psychologue.

À Irbid, troisième ville du pays, et dans les environs, un seul psychiatre employé par l'État offre des consultations. «Il y a aussi des cabinets privés, concède Ahmed Bani Mufarij. En raison des coûts élevés, ce n'est toutefois pas une option pour nos patients.» La clinique accueille également des Jordaniens issus de couches sociales défavorisées, pour lesquelles un tel suivi serait inabordable.

Une grande partie de l'aide au développement investie actuellement dans la santé mentale est affectée au secteur humanitaire dans les pays en guerre.

Pourtant, le même problème existe dans des États pauvres en paix ou ayant réglé leurs conflits. Autrement dit, autant les réfugiés syriens que les Jordaniens souffrent de maladies psychiques. «S'il existe pour les Syriens d'autres facteurs de stress, comme la guerre ou des difficultés financières accrues, ces deux groupes de population connaissent des troubles similaires», relève Ahmed Bani Mufarij.

### Stigmatisation en recul

Pour ce qui est de la stigmatisation, le constat est identique. «Les maladies mentales sont stigmatisées dans toutes les sociétés; dans la nôtre aussi», affirme le Jordanien Ali Abu Saqer. Dans les régions rurales en particulier, il est courant que les personnes atteintes de graves troubles psychiques soient considérées comme folles. Cela complique la vie des intéressés, mais aussi celle de leurs familles. «Si les gens pensent que je

suis fou, personne ne voudra épouser ma fille», explique le responsable du personnel soignant. Les personnes concernées ont donc peur d'entamer une thérapie.

Cette stigmatisation est en recul, du moins dans les zones urbaines de Jordanie, note Ali Abu Saqer, qui constate aussi un revirement chez ses propres patients. «Très réticents à la première séance, ils s'ouvrent dès la deuxième ou la troisième, indique-t-il. Une fois qu'ils ont compris que nous pouvons les aider, leurs connaissances et leurs familles en font également l'expérience.»

Selon Erika Placella, de la DDC, toutes les critiques ne sauraient faire oublier les nombreux points positifs observés cette dernière décennie. Dans de nombreux pays, la stigmatisation des maladies psychiques est plus faible et la tolérance accrue. Dans le domaine médical, les progrès effectués se révèlent importants, avec une meilleure compréhension des causes biologiques et des facteurs de



Des centaines de milliers de Syriens ont fui vers la Jordanie ces dernières années (photo ci-dessous). À Irbid, dans le nord du pays, l'ONG Médecins sans frontières gère une clinique où les réfugiés peuvent parler de leurs problèmes psychologiques.

© MSF/Hussein Amri  
© Cheng Chunxiang Xinhua/eyevine/laif



risque. Les outils thérapeutiques sont, en outre, plus développés.

Au niveau politique, les avancées sont également palpables. «On peut dire que la santé mentale a su s'inscrire dans les préoccupations de la communauté internationale», résume Erika Placella. Ainsi, l'OMS a fait de la santé mentale

une priorité et s'appuie sur une initiative spéciale destinée à garantir dans douze pays clés, d'ici à 2023, une couverture sanitaire universelle pour ce domaine. La Suisse participe aussi à cette initiative (voir l'engagement de la DDC, page 14) et un projet pionnier soutenu par la DDC montre la voie à suivre.



#### VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE

L'un des aspects importants de la santé mentale est la violence basée sur le genre. Plus d'un tiers des femmes dans le monde ont subi au cours de leur vie des violences physiques ou sexuelles, ce qui peut avoir des conséquences dramatiques sur leur santé. En Jordanie, la DDC soutient un projet de l'organisation humanitaire IRC, consacré à la lutte contre les violences basées sur le genre. L'objectif est de renforcer la résilience des personnes concernées. Les femmes et les jeunes filles ayant souffert ou souffrant de violences bénéficient de conseils personnalisés ainsi que d'un soutien juridique et financier. Si nécessaire, une consultation familiale ou une médiation sont proposées.

# ENGAGEMENT SUISSE SANTÉ LOCALE ET GLOBALE

(cz) En matière de santé mentale, la Suisse est l'un des rares pays à s'engager tant sur le terrain, via des projets concrets, que par le dialogue politique, au niveau international. « Cette alliance est notre grand atout », estime Erika Placella, vice-présidente du Programme global Santé de la DDC. « Nous montrons, au niveau local, ce qui fonctionne et n'en sommes que plus crédibles lorsque nous sollicitons un soutien accru pour la santé mentale. » La Suisse dispose d'une expertise solide sur des questions telles que la prévention du suicide, les modèles d'accompagnement et la réintégration.

La DDC contribue à des réformes importantes. Le remaniement des services psychiatriques en Bosnie et Herzégovine en est un exemple, de même que la réorganisation des systèmes de santé en République de Moldavie, depuis 2013, et en Ukraine, dès 2018. Objectif affiché : améliorer la gestion des maladies psychiques, en termes de prévention mais aussi de traitement et d'accès aux soins.

## Diplomatie de la santé

Au niveau international, la Suisse contribue à renforcer le soutien à la santé mentale. « Nous pratiquons en quelque sorte une diplomatie de la santé », commente Erika Placella. L'enjeu est de montrer, lors de forums régionaux ou internationaux, l'importance du sujet pour que d'autres donateurs investissent, eux aussi, dans la santé mentale des pays pauvres.

C'est ainsi qu'a vu le jour, par exemple, l'Initiative spéciale pour la santé mentale. Elle a été lancée à Genève, en octobre dernier, à l'occasion du Forum de l'Organisation mondiale de la santé consacré à ce sujet. L'engagement hel-

vétique est un gage de qualité et attire d'autres pays donateurs, relève Erika Placella.

La DDC soutient des projets destinés à améliorer la santé mentale dans différents pays : au Niger, au Burkina Faso, au Bangladesh et au Cambodge notamment. Dans la région des Grands Lacs d'Afrique (Rwanda, Burundi et République démocratique du Congo), la Suisse offre, depuis 2010, un soutien psychologique, médical et social aux victimes de violences basées sur le genre.

La coopération suisse s'attache à intégrer davantage les aspects psychosociaux dans son travail, quel que soit le thème abordé. L'analyse du contexte spécifique dans lequel évoluent les groupes cibles doit permettre d'identifier les freins au développement pour les surmonter. Le but : obtenir des résultats plus durables. Ainsi, la DDC a lancé un projet pionnier de promotion de la culture du cacao au Honduras, en tenant compte de la situation psychosociale des personnes concernées, de leurs peurs et de leur vécu.

Avant la guerre, il n'existait aucun centre de santé mentale en Bosnie et Herzégovine. Aujourd'hui, le pays en compte 72. C'est le résultat d'une réforme dans ce domaine, entamée en 1996 et encouragée par la Suisse depuis près de dix ans. Pendant huit ans, les cantons de Berne, du Jura, de Genève et de Fribourg ont apporté leur expertise au projet.

## Métamorphose

Depuis, la stigmatisation des personnes souffrant de troubles psychiques diminue et l'offre de soins intégrée aux services de santé de base a pu être étoffée et décentralisée. Le système, qui n'est pas financé par des donateurs externes, est ancré de manière durable dans le budget de l'État. Même si les choses sont loin d'être parfaites, la Bosnie et Herzégovine est devenue en deux décennies un modèle en matière de santé mentale. Comment expliquer cette métamorphose ?

« La réponse est complexe », concède Maja Zaric, qui a accompagné de près ce processus en tant que chargée de programme et conseillère en politique de coopération à l'Ambassade suisse à Sarajevo. D'abord, la réforme n'a pas été initiée par des donateurs externes, mais par le pays lui-même. D'emblée, les autorités avaient donc tout intérêt à ce qu'elle aboutisse.

C'est là qu'intervient indéniablement un deuxième facteur de réussite : le contexte. Au moment où les réformes ont été amorcées, la Bosnie et Herzégovine sortait d'une guerre meurtrière. Les vétérans psychiquement marqués par les combats, les familles déchirées et les cas de stress post-traumatique étaient légion.

« Les autorités ont compris que le système de santé actuel ne saurait faire face », ajoute Maja Zaric. Elles poursuivaient deux objectifs : réduire le nombre d'hospitalisations des personnes souffrant de troubles psychiques et remplacer les grands centres psychiatriques par



des institutions plus petites, basées dans les communautés.

Troisième facteur de réussite d'après Maja Zaric: la conjonction d'une expertise étrangère et de capacités existantes dans le pays. Les innovations n'ont pas été développées, puis transmises par des acteurs externes: elles ont été mises sur pied de concert.

Par ailleurs, la volonté d'élaborer une offre complémentaire de services répondant à toutes sortes de troubles psychiques s'est manifestée dès le début. Des équipes pluridisciplinaires, regroupant psychiatres, psychologues, personnel soignant et travailleurs sociaux, offrent ainsi des thérapies de grande qualité et mènent des campagnes de sensibilisation au sein des communautés.

## Immenses progrès

Maja Zaric voit dans l'ancrage juridique de la réforme un quatrième et dernier facteur de réussite. La mise en place de nouveaux services s'est toujours accompagnée d'amendements des lois existantes. Les droits des patients, le fi-

nancement public ou la prise en charge des coûts par l'assurance-maladie, par exemple, sont désormais inscrits dans la législation. Tout un chacun peut prétendre aux soins d'un centre de santé mentale, même s'il ne dispose pas d'une assurance.

«Les personnes souffrant de troubles psychiques n'ont plus à passer des semaines, voire des mois, dans une clinique psychiatrique», indique Maja Zaric. Les chances de guérison sont meilleures et les coûts liés aux soins de santé dans ce domaine ont baissé. «Bien entendu, tout cela est encore perfectible», reconnaît la collaboratrice de l'Ambassade suisse. Mais le pays a accompli d'immenses progrès. Cette réforme est citée en exemple bien au-delà des frontières. En matière de promotion de la santé mentale, elle montre la voie. ■

La Bosnie et Herzégovine compte plus de 70 centres de santé mentale, grâce à une réforme dans le domaine jugée exemplaire.

© DDC

# « SUR CERTAINS POINTS, LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT NOUS DEVANÇENT »

Directeur pendant de longues années de la division Santé mentale de l'OMS, Norman Sartorius est l'un des psychiatres les plus influents de sa génération. Dans cet entretien, il évoque le désintéret pour les maladies psychiques, les principaux progrès des dernières décennies et les pays en développement comme modèles.

Entretien : Christian Zeier

## Monsieur Sartorius, les maladies psychiques ont longtemps été perçues comme caractéristiques des pays riches.

Oui, il y avait ce mythe du « sauvage heureux », épargné par ces affections. Peu à peu, les rapports et la recherche épidémiologique ont ébranlé cette croyance. Puis, une fois l'indépendance acquise, les habitants des colonies ont commencé à prendre la parole. Force était de constater que la santé mentale avait été gravement négligée dans les pays en développement.

## En tant que collaborateur de l'OMS, vous avez pu observer ce désintéret de très près.

Absolument. C'était un combat permanent. Nous ne recevions que 1,5% des fonds alloués à l'OMS, alors que les maladies psychiques sont responsables de 40% des handicaps à travers le monde. Il fallait mendier auprès des pays membres pour financer nos projets.

## La situation s'est-elle améliorée ?

Pour ce qui est des ressources, ce fut longtemps le statu quo ou presque. On observe désormais une prise de conscience. Face à ce problème colossal, l'ignorance et l'indifférence ont diminué.

## Pourquoi, dans un pays comme la Somalie par exemple, investit-on autant dans la reconstruction, mais quasiment pas dans la santé mentale ?

Qui peut défendre les personnes atteintes de troubles psychiques s'il n'y a presque pas de psychiatres ? Ensuite,

dans ce type de pays, on manque souvent de données révélant un problème. Difficile, dès lors, de démontrer l'existence d'un besoin. Il faut ajouter que les formes extrêmes des maladies psychiques effraient, parce que nous ne sommes pas en mesure de comprendre les personnes qui en souffrent. Beaucoup ne savent, en outre, pas que nous pourrions les aider.

---

**« LES FORMES EXTRÊMES DES MALADIES PSYCHIQUES EFFRAIENT, PARCE QUE NOUS NE SOMMES PAS EN MESURE DE COMPRENDRE LES PERSONNES QUI EN SOUFFRENT. »**

---

## Des investissements insuffisants, avec des effets néfastes sur le développement du pays : un cercle vicieux...

Exactement. De plus, dans de nombreux pays, la formation psychiatrique n'a été mise en place que pas à pas, au cours des vingt à trente dernières années. Les médecins qui ignorent quasiment tout du psychisme humain et des maladies psychiques ne sont pas rares. Et lorsqu'on les nomme ministres de la Santé...

## Comment mettre fin à ce cercle vicieux ?

En faisant preuve d'un opportunisme éclairé, par exemple. Si, au sortir d'une guerre, les invalides souffrant de maladies psychiques sont nombreux, le gouvernement concerné sera plutôt à l'écoute. Ou si un proche d'un homme d'État commence à montrer des troubles psychiques, on peut s'attendre à plus de

compréhension et d'engagement vis-à-vis du domaine psychiatrique. Personnellement, j'ai consacré beaucoup de temps à rechercher les personnes susceptibles de défendre la cause de la santé mentale. Par la suite, ces psychiatres ne s'engagent pas uniquement en faveur de soins à tel ou tel patient : ils œuvrent pour la santé mentale publique.

## Vous avez commencé à travailler à l'OMS en 1967. Qu'est-ce qui a pu être amélioré depuis lors ?

De nombreux progrès ont été accomplis, mais ils auraient pu être plus grands encore. Le développement de médicaments psychotropes compte parmi les avancées importantes. On a pu les prescrire à des patients et leur permettre de se rétablir. De nombreux professionnels ont été formés à l'étranger. Ils ont ensuite contribué à la mise en place de services psychiatriques dans leur pays. Des programmes de lutte contre la stigmatisation des maladies psychiques ont, en outre, eu un impact positif.

## Comment lutter efficacement contre la stigmatisation ?

Le mieux est de faire se rencontrer les gens. Des personnes ayant souffert de troubles psychiques peuvent aller dans les classes pour témoigner. Voir quelqu'un qui a traversé de dures épreuves, mais qui aujourd'hui semble être comme vous et moi peut changer le regard des écoliers.

## Dans vos recherches, vous avez analysé ce qui distingue les maladies





© Idd

### psychiques dans les pays industrialisés et en développement.

Nous avons comparé des pays fort différents – l'Angleterre, le Nigeria et la Colombie, par exemple – et constaté que l'incidence de la schizophrénie était la même dans tous les contextes. Nos recherches antérieures avaient, cependant, montré que l'évolution de la maladie était plus favorable dans les pays en développement que dans les pays riches, malgré une offre de soins nettement plus médiocre.

### Comment est-ce possible ?

On peut imaginer que la pression à laquelle les patients sont soumis est moindre dans les pays pauvres. Dans notre étude sur la schizophrénie, nous avons aussi analysé comment l'entourage des intéressés réagissait à la maladie. Dans les pays en développement, les membres de la famille ainsi que l'entourage immédiat faisaient bien moins de

commentaires négatifs. Ils étaient plus tolérants, plus patients et insistaient moins pour que le malade reprenne sa vie habituelle. Si nous n'attendons pas de quelqu'un qu'il soit parfaitement opérationnel après une maladie, son rétablissement sera plus facile.

### Les États industrialisés pourraient-ils donc s'inspirer des pays en développement ?

Le discours dominant, dans nos pays, est celui de l'autonomie de l'individu, de son indépendance. L'autonomie est importante, mais elle s'avère aussi dangereuse. Nous devrions garder à l'esprit que, seuls, nous ne saurions survivre. Nos sociétés n'iront pas loin tant que nous ne serons pas prêts à nous entraider davantage et à entretenir des liens, familiaux ou autres. Sur ces points, de nombreux pays en développement nous devancent toujours. ■

**NORMAN SARTORIUS**, né en Allemagne en 1935, a grandi en Croatie. Spécialisé en neurologie et en psychiatrie, il est aussi docteur en psychologie. En 1967, il commence à travailler pour l'OMS, menant de nombreuses études internationales sur la schizophrénie, les dépressions et les systèmes de santé. De 1977 à 1993, il dirige la division Santé mentale à l'OMS, puis préside l'Association mondiale de psychiatrie ainsi que l'Association européenne de psychiatrie. Norman Sartorius a enseigné aux Universités de Zagreb, Londres et Genève notamment. Il a été qualifié de « légende vivante de la psychiatrie » par la revue spécialisée *The Lancet*. Lui et son épouse vivent à Genève.

# DES GRANDS-MÈRES CONTRE LA DÉPRESSION

Dans le domaine de la santé mentale, les pays riches peuvent aussi s'inspirer des pays défavorisés. Une méthode simple d'accès utilisée au Zimbabwe pour traiter les dépressions fait désormais école aux États-Unis.



Une grand-mère bénévole, formée à la thérapie comportementale et cognitive, écoute une personne souffrant de troubles mentaux sur un banc.

© friendshipbench.io

(cz) Un soir de 2005, Dixon Chibanda, psychiatre au Zimbabwe, reçoit un appel lui annonçant qu'Erica, une ancienne patiente de 24 ans, a tenté de se suicider avec de la mort-aux-rats. Le médecin demande qu'elle vienne dès que possible à Harare. La mère d'Erica le rappelle trois semaines plus tard: la jeune fille est morte. Elle n'avait pas de quoi payer le bus pour rejoindre la capitale. À cet instant, Dixon Chibanda comprend que ce sont les soins qui doivent aller vers les malades et non l'inverse. C'est ainsi qu'est né le projet Friendship Bench («Banc de l'amitié»).

Le Zimbabwe ne compte qu'une bonne douzaine de psychiatres pour quatorze millions d'habitants. Après le décès d'Erica, Dixon Chibanda instaure, avec des moyens très simples, une méthode fondée sur des données scientifiques pour traiter des troubles psychiques fréquents tels que la dépression et les états anxieux.

Des grands-mères bénévoles, formées à la thérapie comportementale et cognitive, rencontrent des patients sur des bancs, dans des parcs. Elles les écoutent et posent des questions, les aidant à s'ouvrir et à parler de leurs problèmes.

## Plus efficace que les soins classiques

Grâce à cette méthode, le projet Friendship Bench rencontre un formidable succès: des enfants reprennent le chemin de l'école, des adultes retrouvent un emploi. Une étude clinique indépendante révèle que cette approche peut s'avérer plus efficace dans le traitement de dépressions et d'états anxieux que les soins médicaux classiques ou les thérapies cliniques. Une performance remarquable au niveau international. Dixon Chibanda en est convaincu: l'idée est transposable ailleurs.

«Ce modèle peut aussi inspirer les pays plus développés», affirme Ricardo Araya, professeur en santé mentale mondiale à l'École d'hygiène et de médecine tropicale de Londres. Après avoir analysé le projet dans le cadre d'une étude, il constate: «La structure est peu coûteuse et très efficace.»

La formation de collaborateurs non professionnels pour des interventions psychologiques brèves peut s'effectuer dans les États africains où la santé mentale de la population est mauvaise, mais aussi dans les pays plus riches. En juillet dernier, le *New York Times* présentait un nouveau projet qui, dans les rues de New York, offre un appui sans lourdeurs administratives à des personnes atteintes de troubles psychiques: le Friendship Bench de Dixon Chibanda. ■

# FAITS ET CHIFFRES

## Domages dus aux maladies psychiques

Outre le handicap qu'elles représentent pour les personnes concernées, les maladies psychiques sont responsables de dommages colossaux pour la société mondiale.



**Douze milliards de journées de travail et un milliard de dollars** sont perdus chaque année en raison de troubles psychiques.



**25%** des personnes dans le monde sont touchées au cours de leur vie par des troubles psychiques ou neurologiques.

**80%** des personnes atteintes de troubles psychiques au cours de leur vie viennent de pays à revenu faible ou intermédiaire.



En moyenne, les pays à faible revenu ne consacrent à la santé mentale que **0,5%** de leur budget dédié à la santé. Pour les pays à revenu élevé, cette part s'élève à **5,1%**.

Sur l'aide au développement versée aux pays pauvres, moins de **1%** est consacré à la santé mentale.



## Reconnaissance

En 2015, pour la première fois, la promotion de la santé mentale est reconnue comme objectif prioritaire dans le cadre de l'Agenda 2030. Le thème a été intégré dans deux points des Objectifs de développement durable formulés par l'ONU :

**3.4 :** D'ici à 2030, réduire d'un tiers, par la prévention et le traitement, le taux de mortalité prématurée due à des maladies non transmissibles et promouvoir la santé mentale et le bien-être.

**3.5 :** Renforcer la prévention et le traitement de l'abus de substances psychoactives, notamment de stupéfiants et d'alcool.

## Chiffres clés

- Les troubles psychiques et neurologiques ainsi que les troubles liés à la consommation de substances sont responsables à hauteur de **10%** de la charge totale de morbidité et à hauteur de **30%** de la charge imputable aux maladies non mortelles.
- Moins de **2:100 000** : c'est, pour le secteur de la santé mentale, dans certains pays à faible revenu, le nombre de soignants rapporté à la population. Dans certains pays à revenu élevé, cette proportion dépasse **70:100 000**.
- En moyenne mondiale, les personnes atteintes de troubles psychiques sévères meurent **dix à vingt ans** plus tôt.
- Près de **800 000** personnes décèdent par suicide chaque année, soit une toutes les **40** secondes.
- On estime à **264** millions le nombre de personnes souffrant de dépression dans le monde.
- Dans les zones de conflit, **une personne sur cinq** souffre de dépression légère, de troubles anxieux ou de psychose.

### Sources et liens

[https://www.who.int/mental\\_health/fr](https://www.who.int/mental_health/fr)  
Faits et documentation sur le thème de la santé mentale.

<https://ncdalliance.org/fr>  
Faits et documentation sur le thème des maladies non transmissibles.

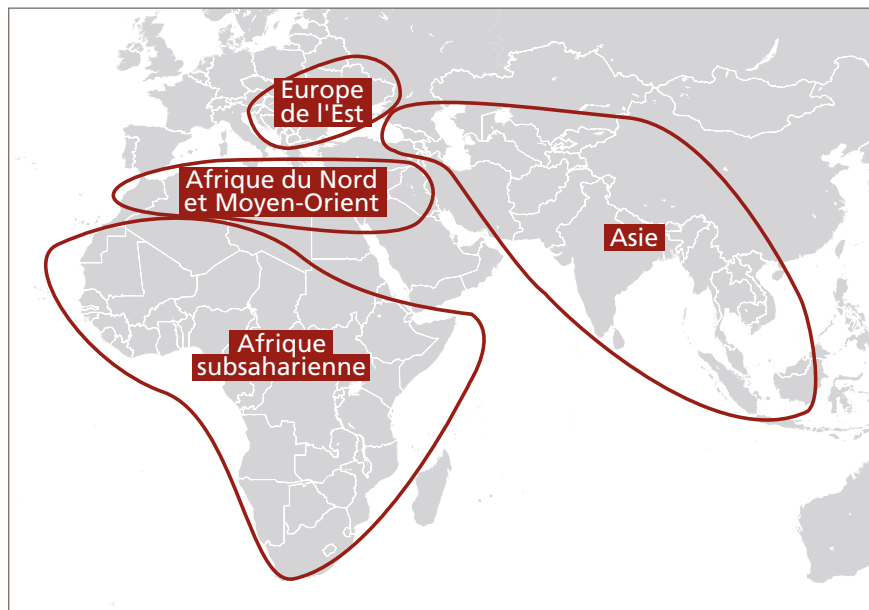
[www.who.int/mental\\_health](http://www.who.int/mental_health)  
(Recherche: Evidence Special Initiative 2019-2023)  
Dossier complet sur l'Initiative spéciale pour la santé mentale lancée par l'OMS.



# PLUS CIBLÉE, PLUS EFFICACE

Le Conseil fédéral a adopté, le 19 février dernier, le message sur la stratégie de coopération internationale 2021-2024. Cette dernière se veut plus ciblée et plus efficace encore, avec notamment un accent sur les intérêts suisses et un recentrage sur quatre régions au lieu de six. Au total, 11,25 milliards de francs sur quatre ans sont demandés au Parlement pour lutter contre la pauvreté et favoriser le développement durable.

(pp) La stratégie de coopération internationale (CI) de la Suisse 2021-2024 comporte plusieurs nouveautés. La DDC se concentrera désormais sur quatre régions: l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, l'Afrique subsaharienne, l'Asie centrale, du Sud et du Sud-Est, ainsi que l'Europe de l'Est. Le Proche-Orient est nouvellement associé au Moyen-Orient. L'Amérique latine ne figure plus sur la liste: un désengagement progressif, d'ici à la fin 2024, est prévu. Conséquence, le nombre de pays d'activité passe de 46 à 35. L'aide humanitaire continuera, par ailleurs, d'être accordée à tout pays affecté par une catastrophe naturelle, une crise humanitaire ou une urgence sanitaire.



Nouvelles régions prioritaires de la DDC.

© DDC

## Quatre thèmes prioritaires

L'accent est mis sur quatre thèmes: emploi, changements climatiques, migration et État de droit. L'engagement avec le secteur privé, le potentiel du numérique, la gestion des risques ou encore la recherche scientifique figurent également sur la liste pour évaluer l'impact de la CI dans ces domaines.

L'orientation stratégique repose sur trois critères: les besoins des populations dans les pays en développement (en particulier le niveau de pauvreté et les défis dans le domaine du développement durable), les intérêts à long terme de la Suisse (ordre international juste et pacifique, cadre économique, migration, développement durable au niveau mondial) et la valeur ajoutée qu'elle peut offrir en comparaison internationale (approches, compétences et expertise thématique).

## Lutte contre la pauvreté et développement durable

La réduction de la pauvreté et le développement durable sont les raisons d'être de la CI. Les objectifs de celle-ci se basent notamment sur le mandat constitu-

## STRATÉGIE SOUMISE AU PARLEMENT

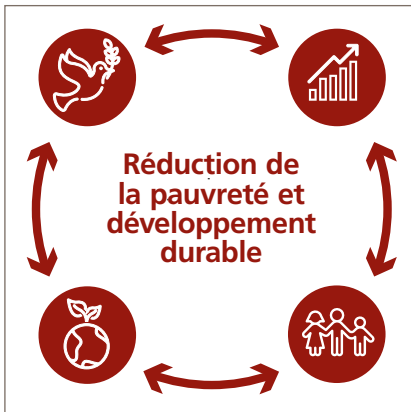
Tous les quatre ans, le Conseil fédéral adopte une stratégie de CI précisant les objectifs, les priorités, les résultats escomptés ainsi que les montants pour son financement, appelés crédits-cadres. Cette stratégie est ensuite soumise au Parlement. Lequel peut approuver, modifier ou rejeter les crédits-cadres proposés. Ceux-ci représentent la limite supérieure des engagements financiers que la Confédération peut prendre sur quatre ans. Chaque année, le Parlement décide du budget alloué pour l'année suivante.





Un agriculteur thaïlandais ramasse des escargots sur un sol sec: ces quatre prochaines années, la DDC entend lutter contre le réchauffement climatique, tout en favorisant une gestion durable des ressources naturelles.

© Dario Pignatelli/Polaris/laif

tionnel, en particulier l'art. 54, al. 2, qui stipule que la Confédération contribue «à soulager les populations dans le besoin et à lutter contre la pauvreté ainsi qu'à promouvoir le respect des droits de l'homme, la démocratie, la coexistence pacifique des peuples et la préservation des ressources naturelles».

Dans ce cadre, les objectifs pour la période 2021-2024 sont les suivants:



-  Contribuer à une croissance économique durable et créer des emplois décents (développement économique).
-  Lutter contre les changements climatiques et leurs effets, tout en favorisant la gestion durable des ressources naturelles (environnement).
-  Sauver des vies, fournir des services de base de qualité – notamment dans l'éducation et la santé – et diminuer les causes de la migration irrégulière et du déplacement forcé (développement humain).
-  Promouvoir la paix, l'État de droit et l'égalité des genres (paix et gouvernance).

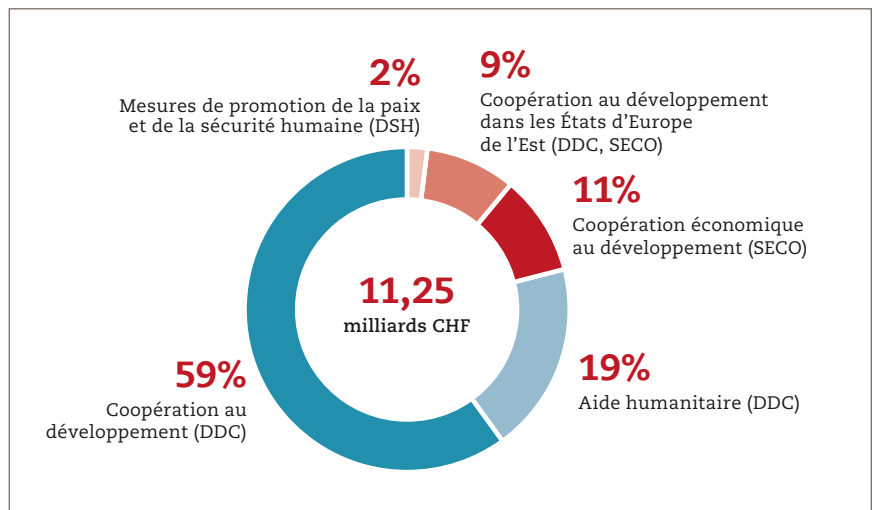
## Cohérence avec l'Agenda 2030

L'Agenda 2030 du développement durable de l'ONU identifie cinq dimensions essentielles: «Prosperity, planet, people, peace and partnership» («Prosperité, planète, peuples, paix et partenariat»). La nouvelle stratégie s'oriente sur ces dimensions. De plus, la raison d'être de la CI suisse correspond au premier des dix-sept Objectifs de développement durable, à savoir la réduction de la pauvreté. La Suisse soutient les pays en développement dans leur mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Le Conseil fédéral demande au Parlement cinq crédits-cadres d'un montant total de 11,25 milliards de francs (limite supérieure des engagements).

### CONSULTATION PUBLIQUE

Pour la première fois, le projet a été soumis à une consultation publique. Toute personne ou organisation intéressée était invitée à donner son avis. La procédure a rencontré un vif succès: 249 prises de position, représentant plus de 1000 pages, ont été reçues. Un résumé des résultats est disponible sur le site Internet du DFAE.



## Trois instruments, trois unités administratives



La stratégie CI 2021-2024 définit les trois instruments de la coopération internationale, à savoir l'aide humanitaire, la coopération au développement ainsi que la promotion de la paix et de la sécurité

humaine. Ces instruments sont basés dans deux départements fédéraux et trois unités administratives. La Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) est le centre de compétence pour la coopération au développement et l'aide humanitaire. La division Sécurité humaine (AMS) du DFAE est le centre de compétence pour la paix, les droits humains et la protection de l'individu. Enfin, le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) du Département fédéral de l'économie et de la recherche (DEFR) est le centre de compétence pour la coopération économique au développement. ■

# ORIENTATIONS POUR LES ANNÉES À VENIR

L'emploi, le climat, la migration et l'État de droit sont au cœur de la coopération internationale (CI) de la Suisse. La stratégie CI 2021-2024 est en voie de mise en œuvre. Entretien avec le conseiller fédéral Ignazio Cassis, chef du DFAE.

## Pourquoi a-t-on besoin d'une stratégie CI définie pour quatre ans ?

La réduction de la pauvreté et le développement durable sont les raisons d'être de notre coopération internationale. Mais comment soulager les populations dans le besoin et lutter contre la pauvreté dans le monde, comment promouvoir la démocratie et favoriser un environnement sain ? Une stratégie dotée d'objectifs, assortie d'indicateurs mesurables et pouvant s'adapter aux évolutions en cours, est nécessaire. Je suis heureux que le Conseil fédéral ait approuvé cette stratégie le 19 février et adopté le message destiné au Parlement. La Suisse montre ainsi son attachement à la solidarité et à la CI. Des progrès importants ont certes été accomplis, mais une personne sur dix vit toujours dans l'extrême pauvreté.

## La DDC s'engage dans la lutte contre le Covid-19 et ses effets. Aurait-elle plus de cartes en main si la stratégie CI 2021-2024 était déjà en cours de mise en œuvre ?

Il est aujourd'hui difficile de dire comment la pandémie de Covid-19 changera le monde. Une crise économique, puis financière et enfin sociale à l'échelle planétaire surviendra. Les pays fragiles seront plus durement affectés. Autant de problèmes dont nous devons nous occuper. S'agissant des défis immédiats, la stratégie CI 2017-2020 devrait encore nous permettre d'y répondre. Les modalités propres aux crédits-cadres se prêtent à des interventions rapides. Ainsi, la Coopération Sud a réaffecté un montant de 40 millions de francs pour atténuer les conséquences sanitaires et économiques dans les pays gravement touchés. Le Conseil fédéral a, en outre, suivi fin avril notre proposition et débouqué 400 millions de francs pour soutenir des actions internationales contre la pandémie.



## Qu'est-ce qui changerait avec la nouvelle stratégie ?

Le thème de la santé, qui correspond à l'objectif C de la stratégie (développement humain), se voit accorder une grande importance. Comme la nouvelle stratégie ne prévoit pas de répartition des ressources par thème et par objectif, elle permet de répondre de manière ciblée aux besoins actuels des pays prioritaires, en concentrant l'aide sur les systèmes de santé et la réduction des risques de pandémie par exemple.

## Le message est actuellement à l'examen au Parlement. Un texte ardu qui peut être rébarbatif pour le grand public.

Au contraire. Deux choses me tenaient à cœur pour ce nouveau message : la transparence et la lisibilité du texte. Un pari réussi dans cette stratégie d'à peine 70 pages. La dernière en comptait 450. Je souhaitais, en outre, la soumettre à consultation pour donner au public la possibilité de s'exprimer et favoriser une meilleure compréhension de la politique extérieure et de son impact sur la Suisse. Le texte a été revu et amélioré. Je tiens à remercier toutes les parties prenantes au sein de la DDC, de la Division Sécurité humaine et du Secrétariat d'État à l'éco-

nomie pour l'important travail accompli et l'expertise fournie.

## L'engagement avec le secteur privé, que mentionne le message, s'est révélé être un sujet de crispation pour de nombreuses personnes. Le comprenez-vous ?

Pour que les jeunes aient des perspectives et puissent sortir de la pauvreté, ils ont besoin d'un emploi. C'est pourquoi l'objectif A de la stratégie porte sur des emplois décents. Sans entreprises, il n'y a pas de création d'emplois. Le secteur privé constitue un élément clé de la CI. Les objectifs de l'Agenda 2030 ne peuvent pas être atteints sans ce secteur. Un développement économique durable est nécessaire à l'avènement d'un monde plus pacifique.

## La concentration géographique a également suscité la controverse. La DDC se retire de certains pays. Pourquoi ?

Si nous voulons atteindre nos objectifs, nous devons fixer des priorités et agir de manière ciblée. Ainsi, la DDC concentre ses ressources de la coopération bilatérale au développement sur quatre thèmes et dans quatre régions prioritaires : l'Europe de l'Est, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, l'Afrique subsaharienne ainsi que l'Asie centrale, du Sud et du Sud-Est. La Suisse est présente là où les besoins sont les plus importants et là où elle est plus efficace que d'autres pays. Nous devons faire le meilleur usage de l'argent des contribuables pour que la population continue d'adhérer à la CI. L'an passé, l'OCDE a, par ailleurs, recommandé à la Suisse de concentrer davantage ses activités de coopération internationale. En revanche, l'aide humanitaire et la promotion de la paix se poursuivent à l'échelle mondiale. ■

*Entretien: fag*

# SURVIVRE DANS LE GOLFE

Dans le golfe de Mottama, les familles de pêcheurs et de paysans voient disparaître leurs moyens de subsistance. Cette région, située dans le sud du Myanmar, connaît un recul dramatique des stocks de poissons. La salinisation due aux crues affecte directement les terres agricoles. La Suisse aide la population à protéger ses ressources naturelles et à créer des revenus alternatifs.

Texte : Samuel Schlaefli

U Myint Kyi contemple en silence les ruines de son village. Quelques restes des fondations de l'école primaire sont encore visibles. Le monastère bouddhique a disparu, sauf le portail. L'érosion a emporté une grande partie du village de Da tar Oo. Sur plusieurs kilomètres de long, une arrête marque la rupture du sol qui s'enfonce désormais dans la mer pour être progressivement emporté par les eaux. « Notre village avait plus de cent ans, nous étions plus de mille habitants. Des générations entières ont vécu ici », raconte U Myint Kyi, le maire du village. « Nous avions une bonne vie, en pratiquant la pêche et la culture du riz dans l'arrière-pays. Tout cela est fini », ajoute cet homme de 65 ans. Une première vague d'habitants a fui l'érosion et les crues en 2017. D'autres ont suivi en 2018.

Le village de Da Tar Oo se trouve sur la côte ouest du golfe de Mottama. Ce dernier constitue l'une des plus grandes zones de marée du monde, située dans le sud-est du Myanmar, entre la métropole économique de Yangon et Mawlamyine, le chef-lieu de la province de Mon. À marée haute et durant la saison des pluies,

les zones côtières sont souvent submergées et de nombreux villages ne sont accessibles qu'en bateau. La marée basse dégage, elle, de vastes zones de sable et de limon.

Le golfe est un habitat unique pour les oiseaux, les poissons, les crabes et les mangroves. La marée et les affluents font que la morphologie du golfe se renouvelle constamment. « Dans un cycle de cinq à dix ans, la terre est emportée à l'ouest pour être reportée sur la côte est, et vice versa », explique Jos van der Zanden, responsable technique du Gulf of Mottama Project (GoMP) chez Helvetas. « Certaines communautés perdent des terres, d'autres en gagnent de nouvelles. C'est un processus naturel. »

Celui-ci est, toutefois, accentué par la crise climatique et les phénomènes météorologiques extrêmes qui l'accompagnent. Entre 2015 et 2019, certains endroits de la côte ouest ont vu la mer s'avancer jusqu'à quinze kilomètres dans les terres. Depuis 2010, six communautés ont dû fuir et des milliers de personnes déplacées ont cherché refuge sur des digues. Certaines y vivent encore aujourd'hui dans de simples huttes de bambou, sans eau ni électricité.

Selon une étude datant de 2018, le type de digues que nous connaissons en Hollande ou à Venise ne permettrait pas de protéger la population. Dans le golfe de Mottama, le littoral fait plus de 200 ki-

## AMÉLIORER LA GOUVERNANCE DES RESSOURCES NATURELLES

Le Gulf of Mottama Project (GoMP) de la DDC soutient 60 communautés vivant à moins de dix kilomètres de la côte, lesquelles sont particulièrement vulnérables face à l'érosion et aux crues. Un axe essentiel du projet concerne les comités de développement des villages, composés de onze membres chacun. Assurant le lien entre la population et les autorités, ces comités décident de l'affectation des fonds disponibles. Ils ont notamment créé des banques de semences pour tester la qualité de ces dernières et les protéger de la pluie et de la vermine. Les comités travaillent également sur l'amélioration de l'approvisionnement en eau, notamment par la construction de bassins de rétention des eaux pluviales. Ils octroient également des prêts pour des dépenses individuelles de moindre importance : achat de nouveaux filets de pêche ou de bétail comme source alternative de revenus, par exemple. Pour la première et la deuxième phase du projet (2015-2021), le GoMP disposait de 12,6 millions de francs. L'ONG suisse Helvetas met en œuvre le projet sur place, en collaboration avec l'association locale Network Activities Group et l'Union internationale pour la conservation de la nature basée à Gland (VD). Une phase de transition est prévue après 2021, au cours de laquelle les responsabilités seront transférées aux partenaires locaux.

Le chef de village U Myint Kyi devant les ruines de sa commune Da tar Oo, emportée par les eaux, dans le golfe de Mottama.

© Samuel Schlaefli





lomètres de long et la hauteur de marée peut atteindre sept mètres. La construction de digues serait donc une entreprise gigantesque. «Il n'y a qu'une seule solution: nous devons renforcer la résilience des communautés et les soutenir pour qu'elles puissent mieux s'adapter aux changements naturels dans le golfe», relève Jos van der Zanden.

Se Par La est l'une des 60 communautés soutenues par le projet GoMP. Le village est situé sur l'île de Chaungzon, où de nouvelles terres sont en voie de constitution, sur la côte est du golfe. Ici, tout tourne autour de la pêche. Assis devant leurs maisons de bambou, les hommes entretiennent leurs filets. Le poisson de la dernière prise est étalé sur des claies pour le séchage. Une odeur piquante et salée emplit l'air.

Les trois quarts des quelque 2000 habitants vivent de la pêche. «Nous avons toujours assez de poisson», rappelle U Maung Win, président du comité de développement du village. «Mais, depuis 2005, les prises diminuent. Aujourd'hui, nous ne pêchons plus qu'un dixième de la quantité de poissons d'alors», dit-il avec inquiétude. La plupart des communautés du golfe subissent des pertes tout aussi importantes. «Si cela continue ainsi, beaucoup ne pourront plus vivre de la pêche.»

Cette situation est principalement due aux mailles très serrées des filets. Parfois aussi fins que des moustiquaires, ces derniers n'épargnent pas les jeunes poissons, empêchant ainsi les stocks de se reconstituer. Les villageois évoquent aussi les grands navires de pêche industrielle, qui opèrent dans l'océan Indien avec leurs énormes chaluts, souvent en provenance de Thaïlande. Si le Myanmar connaît des périodes officielles de protection, les violations ne sont généralement pas sanctionnées. «Les lois sont laxistes et les contrôles inexistantes. C'est là notre principal problème», souligne U Maung Win.

Jusqu'ici, les ressources, le savoir-faire et les bases juridiques nécessaires pour

protéger les stocks de poissons dans le golfe de Mottama n'existaient pas. L'équipe GoMP soutient donc les services administratifs dans l'élaboration de lois efficaces et encourage la cogestion des stocks de poissons. Depuis 2017, des fonctionnaires du gouvernement patrouillent dans le golfe avec des villageois. Toute personne utilisant des filets non conformes est signalée. «En 2019, les prises se sont révélées un peu meilleures», se réjouit U Maung Win.

Un système similaire a été mis en place pour la protection des forêts de mangroves. Après des décennies de dictature militaire, une telle cogestion est une expérience de participation nouvelle pour la population. Ce sont de petits pas vers la démocratisation et la décentralisation en matière de gestion des ressources vitales.

## Des porteurs de changement

En raison de la fermeture des universités et des échanges limités avec l'étranger sous la dictature militaire, il n'existe quasiment pas de données scientifiques sur l'écosystème du golfe de Mottama. Les universités ont donc été associées au projet dès le début en tant que partenaires. Des géographes de l'Université de Berne ont participé à la cartographie du golfe. Et des étudiants de la Haute école d'agriculture, de sylviculture et de sciences alimentaires de Zollikofen (BE) ont mis sur pied des formations consacrées à des méthodes de culture du riz plus efficaces.

Pour renforcer les capacités au niveau local, un centre d'apprentissage indépendant nommé Point B a été créé à l'Université de Mawlamyine. «Les nouveaux filets de pêche, les banques de semences et un meilleur système de distribution d'eau: tout cela est très important, explique Greg Antos, cofondateur de Point B. Mais il faut aussi faire évoluer les mentalités. Les étudiants doivent aller à la rencontre des communautés et interroger les habitants pour mieux comprendre leurs besoins.» Ils utilisent

des approches créatives et des méthodes visuelles pour toucher également les personnes analphabètes.

Les étudiants apprécient cette démarche. Après obtention de leur diplôme, certains enseignent à Point B. Ils ont fondé le Myanmar Coastal Conservation Lab pour favoriser la recherche pratique et récemment mené des entretiens avec des pêcheurs. Objectif: quantifier les dauphins et les baleines vivant encore dans le golfe ainsi que les individus capturés comme prises annexes.

«Pour les étudiants du Myanmar, c'est complètement nouveau, relève Yin Yin Htay, cofondatrice du laboratoire. Nous étions habitués à étudier la théorie. L'université n'offrait aucun espace pour la pensée créative, la recherche pratique et le travail en réseau.» Les cours de design thinking et de recherche pratique ont été suivis par quelque 80 personnes à ce jour. Beaucoup s'impliquent ensuite dans le laboratoire. Selon cette énergique jeune femme de 31 ans, les diplômés sont des «porteurs de changement». Elle affirme sans fausse modestie: «L'avenir du Myanmar est entre leurs mains.» ■

---

### LE GOLFE DE MOTTAMA ET LA CONVENTION DE RAMSAR

En 2017, les efforts du GoMP ont permis de faire inscrire 42 500 hectares de terres sur la liste internationale de la Convention de Ramsar. Les zones humides dans la région de Bago et la province de Mon sont donc désormais protégées. Le GoMP a ensuite travaillé avec le gouvernement pour établir un plan d'utilisation de ces terres. En janvier dernier, la zone de protection a été étendue à 160 000 hectares. L'importance mondiale de la protection de la flore et de la faune dans le golfe de Mottama est ainsi reconnue.

# RÉPONSE RAPIDE À LA CRISE DU CORONAVIRUS

La DDC soutient la lutte mondiale contre le Covid-19. Présente sur le terrain, elle fournit une aide immédiate et ciblée pour atténuer les effets de la pandémie.

Texte : Christian Zeier

La crise mondiale du coronavirus pose d'énormes défis, en particulier dans les pays les plus pauvres. Pour endiguer la propagation du virus et ses conséquences humanitaires, sociales et économiques, la DDC apporte un soutien financier et adapte constamment ses programmes.

La Suisse a déjà débloqué 18 millions de francs pour soutenir les organisations internationales qui luttent contre le virus et renforcer les systèmes de santé dans les pays affectés. L'Aide humanitaire suisse a, de plus, envoyé du matériel médical en Chine, au Népal, en Serbie, en Italie et en Grèce. Les autorités helvétiques vérifient systématiquement si les livraisons sont compatibles avec les mesures et le stock restant disponible en Suisse.

La DDC a immédiatement adapté ses programmes. Elle réaffecte quelque 56 millions de francs (situation au 24.4.2020) pour venir en aide aux personnes dont les moyens de subsistance sont menacés par la crise. «Notre présence sur le terrain nous permet d'aider les pays touchés à faire face au choc du coronavirus», déclare Thomas Gass, vice-directeur de la DDC.

## De précieux partenariats

Grâce à ses contacts étroits avec les gouvernements, les organisations internationales et les ONG locales, la Suisse est bien placée pour répondre à cette crise. «Nous voyons rapidement où se situent les faiblesses et les besoins, indique M. Gass. Cela nous permet d'adapter les programmes de manière efficace.»

En Tanzanie, la DDC, en collaboration avec l'Institut tropical et de santé publique suisse, encourage les tests de



En raison de l'interruption des chaînes d'approvisionnement internationales, les blouses et les masques de protection du système de santé moldave sont produits dans des usines désaffectées depuis la mi-mars. Le projet est cofinancé par la Suisse et l'Allemagne.

© DDC

laboratoire ainsi que les mesures de sensibilisation. Avec la Banque mondiale, elle facilite les transferts d'argent liquide destinés aux groupes de population vulnérables. Elle renforce, en Afghanistan, la sécurité alimentaire avec le Programme alimentaire mondial des Nations Unies. En Moldavie, la Suisse a été le premier pays à appuyer le secteur de la santé dans la crise actuelle. En Bos-

nie et Herzégovine, la DDC soutient avec Caritas Suisse les familles défavorisées. Au Honduras, un projet a été lancé avec Swisscontact pour produire du matériel de protection à l'aide d'imprimantes 3D.

Ces ajustements interviennent dans des pays et des domaines dans lesquels la DDC était déjà active, selon Thomas Gass. «Nous connaissons nos interlocuteurs et savons qu'ils font du bon travail, relève le vice-directeur. Une réponse aussi rapide n'est possible que grâce à des partenariats de longue date et à la flexibilité de toutes les parties concernées.» ■



REVO  
LUTIO  
N

ARMANI EXCHANGE  
AX

NIKE

# LES JEUNES HAÏTIENS CRIENT LEUR COLÈRE

Dix ans après le séisme qui a fait quelque 300 000 morts, Haïti peine à se relever malgré l'aide internationale. Le pays est rongé par la pauvreté et la corruption. La nouvelle génération est convaincue que l'île doit se sortir elle-même de l'ornière.

Texte: Michael Castritius

Le 12 janvier 2010, un séisme dévastateur frappait Haïti. Peu après la catastrophe, la communauté internationale s'est engagée à verser quelque dix milliards de dollars pour reconstruire le pays. Des investisseurs privés ont annoncé plusieurs milliards supplémentaires. Il était question d'« une sorte de plan Marshall ». Autant de promesses qui ont suscité l'espoir. Une nouvelle Port-au-Prince allait être construite et la misère du pays le plus pauvre des Amériques serait enfin éradiquée.

Des musiciens du monde entier se sont réunis pour produire *Hope for Haiti Now*, un album live caritatif en faveur des victimes du tremblement de terre. Les bénéfices ont été versés à des organisations humanitaires telles que le CICR, le Croissant-Rouge et la fondation du plus célèbre musicien haïtien: Wyclef Jean, ancien membre des Fugees. Son organisation se nomme Yéle Haiti, qui signifie « un cri pour Haïti » en français. Ce cri n'a jamais été si fort qu'en janvier 2010.

La jeunesse haïtienne manifeste régulièrement dans les rues de la capitale Port-au-Prince pour dénoncer la corruption.

© Meridith Kohut/NYT/Redux/laif

Les dons n'ont toutefois servi qu'à couvrir l'aide d'urgence: nourriture, eau potable, tentes et médicaments ont été fournis au compte-goutte dans la capitale anéantie. Durant plusieurs jours, la distribution n'a pu s'effectuer que partiellement: décombres, chaos, insécurité et manque de coordination ont entraîné des retards. Des dizaines de milliers de personnes n'ont pu être atteintes que tardivement.

Le tremblement de terre a détruit le cœur du pays, y compris les infrastructures nécessaires à l'acheminement de l'aide. Dans les nombreux bidonvilles, le séisme n'a été qu'une catastrophe de plus. La précarité s'est aggravée.

## Extrême pauvreté

Les Haïtiens vivent au pays des cloaques de l'insalubrité. Les enfants jouent dans la boue. Dans la rue, les femmes attendent des clients qui se font rares. Devant elles, de petites piles d'oranges, de charbon ou de bibelots en plastique, leur rapportant au maximum un à deux dollars par jour. Si elles ne vendent rien, elles ne mangent pas. Leurs enfants non plus. Selon les estimations de l'ONU, près des trois quarts de la population vivent sous le seuil de pauvreté. La capitale n'a pas de bidonvilles: elle est un bidonville.

Le 12 janvier 2010, ce monde de l'ombre a sombré dans l'obscurité la plus totale.

Le crépuscule commençait à tomber. Il était 16h53. « Haïti est un pays où la terre glisse sous les pieds », raconte l'écrivaine et témoin oculaire Yanick Lahens dans son roman *Failles*. Le séisme n'aura duré que 37 secondes, plongeant les habitants de Port-au-Prince dans le noir total.

De nombreux bâtiments publics se sont effondrés sous la secousse: classes scolaires, auditoriums universitaires, cliniques, postes de police, treize des quinze ministères, administration municipale et quartier général de la Mission de stabilisation de l'ONU notamment.

L'aéroport était hors service. Les livraisons d'aide d'urgence ont dû être acheminées par les montagnes de la République dominicaine. Le Palais présidentiel a également été détruit. Les quartiers pauvres sur les flancs des collines ont été durement touchés.

Pour 300 000 Haïtiens, l'aide est arrivée trop tard. Le nombre exact de victimes restera à jamais inconnu. D'innombrables cadavres ont été enterrés dans des fosses communes.

## « Un cimetière de projets »

Dix ans plus tard, les décombres du Palais présidentiel ont été déblayés, mais le bâtiment n'a pas été reconstruit, illustrant la situation politique du pays. Les villages de tentes qui abritaient les

victimes du séisme ont presque tous disparu. Des Haïtiens ont reçu de l'argent pour se construire une petite maison. Les bidonvilles ont néanmoins réapparu.

Si l'aide internationale a permis à court terme d'atténuer la misère, la famine menace à nouveau. Selon les estimations de l'ONU, un Haïtien sur deux ne mange pas à sa faim. Le pays ne produit pas suffisamment de nourriture. Le riz américain importé à bas prix après le séisme a ruiné les agriculteurs locaux. La Banque mondiale a même écrit en 2013: «Haïti est un cimetière de projets.»

Le constat, dix ans après la catastrophe, est amer: «La démocratie est un luxe que seuls des gens rassasiés peuvent se permettre», note un avocat qui préfère rester anonyme. «Grand manjé»

#### LE VAUDOU

Avec ses extases, sa magie, ses tambours, ses rites et ses drapeaux, le vaudou réveille des peurs latentes. Pourtant, morts-vivants, magie noire et poupées remplies d'aiguilles portant malheur à ses ennemis relèvent surtout des fantasmes hollywoodiens. Le vaudou est devenu une religion afro-chrétienne. Les propriétaires de plantations français, voulant à tout prix couper les esclaves de leurs racines africaines, les ont christianisés. Ils ont réussi, du moins superficiellement: ces derniers vont à l'église. Mais le vaudou, adapté au christianisme, fait toujours partie de la vie quotidienne. Les dieux ont reçu un deuxième nom chrétien. Ainsi, Erzulie, déesse de l'amour et du désir, est devenue la Vierge Marie. Dans le vaudou, chaque domaine de la vie est l'affaire d'une divinité. Le vaudou recèle aujourd'hui une importante composante sociale, incitant à l'entraide mutuelle, en particulier dans les zones rurales.

(«grand mangeur»): c'est ainsi que les Haïtiens surnomment leurs élites politiques et financières corrompues.

#### «Vide institutionnel»

Combats de coqs et jeux de pouvoir des années durant ont fait stagner le pays. Les investissements haïtiens et étrangers sont demeurés faibles en raison d'une instabilité chronique. Haïti est classé 163<sup>e</sup> sur 180 pays dans le rapport de Transparency International sur la perception de la corruption.

Dernier scandale: l'affaire PetroCaribe. Ce programme, initié par le Venezuela, permet aux pays d'Amérique latine et des Caraïbes d'acquérir des produits pétroliers à un coût avantageux. Une partie est payable immédiatement. Le reste doit être réglé dans les vingt-cinq ans, à un taux d'intérêt très faible.

Selon un rapport de la Cour supérieure des comptes, quelque deux milliards de dollars de ce programme d'aide auraient été détournés. Plusieurs anciens ministres ont été épinglés, dont celui de l'agriculture, qui n'était autre que Jovenel Moïse, l'actuel président. L'argent était affecté à des projets d'infrastructure tels que routes, ponts ou bâtiments pour abriter les marchés, mais aucun n'a vu le jour.

Sans gouvernement fonctionnel ni nouveau budget, le pays affiche un taux d'inflation galopant. Le président gouverne par décret depuis le printemps 2019. La législature a pris fin en janvier, mais aucune élection n'est prévue. Jovenel Moïse a dissous le Parlement et déclaré sur Twitter qu'il y avait désormais un «vide institutionnel».

#### Ras-le-bol de la jeunesse

Les jeunes Haïtiens en ont marre. Le scandale PetroCaribe, l'inflation et, début 2019, la hausse du prix de l'essence ont mis le feu aux poudres. Les tarifs ont été révisés à la baisse, sans pour autant



Les façades colorées des quartiers pauvres en Haïti ne parviennent pas à masquer la misère. Le pays est le plus pauvre des Amériques.

© Christopher Miller/NYT/Redux/laif



«Pays Lock» («pays bloqué»). Les violences ont fait des dizaines de morts et de blessés.

## Démocratie participative

«Lorsque tu vis en Haïti, soit tu es corrompu et tu voles de l'argent, soit tu es dépressif, soit tu te bats», déclare Velina Charlier. Cette femme de 39 ans dirige l'organisation Nou pap domi («Nous ne dormons pas»). Les exigences des manifestants vont bien au-delà de la démission du président. Ces derniers souhaitent transformer le système politique en une démocratie participative, chasser du pouvoir l'ancienne élite politique et lancer un processus de lutte contre la corruption. En bref: mener une politique en faveur de tous les Haïtiens et mettre fin à la misère.

Le changement ne viendra pas de l'aide internationale. Cet espoir est mort. L'île doit se sortir elle-même de l'ornière. ■

*Michael Castritius est l'ancien correspondant de la radio ARD pour l'Amérique centrale et les Caraïbes. Aujourd'hui journaliste libre, il vit à Mexico.*

apaiser la colère de la population. De septembre à novembre, des manifestations ont paralysé le pays. Les rues étaient bloquées. Commerces, écoles et universités sont restés fermés. L'économie s'est effondrée.

Des barricades ont été érigées dans toute la région métropolitaine de Port-au-Prince, où vivent cinq des onze millions de Haïtiens. L'opération a été baptisée

### HAÏTI EN BREF

#### Nom

République d'Haïti  
(Ayiti = «pays montagneux»)

#### Superficie

27 750 km<sup>2</sup>

#### Population

11 millions d'habitants

#### Capitale

Port-au-Prince  
2,6 millions d'habitants dans la métropole

#### Ethnies

95 % Noirs  
4,9 % Métisses  
0,1 % Blancs

#### Langues

Créole haïtien (langue officielle)  
Français (langue d'enseignement)  
Langues indigènes

#### Religions

Catholique-romaine (55 %)  
Communautés protestantes (30 %)  
Vaudou, religion parallèle (75 %)

#### Économie

Pays le plus pauvre des Amériques. Deux tiers des habitants vivent de l'agriculture.  
Productions principales: café, mangue, sucre de canne, sorgho.  
Exportations: textiles.  
Les importations représentent le triple des exportations.



Sur le terrain avec...

# GENEVIÈVE FEDERSPIEL

CHEFFE DE MISSION ET DE COOPÉRATION EN HAÏTI

Propos recueillis par Zélie Schaller

Ma journée de travail débute tôt le matin, à la maison. Ma tâche première: vérifier la situation sécuritaire. Via un système d'alerte des Nations Unies, je reçois des messages faisant état des derniers développements. L'an passé, manifestations, grèves et blocages routiers ont paralysé le pays. La colère populaire a entraîné la fermeture de la majorité des écoles, des boutiques et des administrations par crainte de violences. Les protestataires réclament le départ du président Jovenel Moïse, accusé de corruption.



La lutte contre la corruption ainsi que la promotion de l'État de droit et de la bonne gouvernance figurent au cœur de nos programmes. L'objectif est de traiter les causes et non pas seulement les symptômes des inégalités politiques, sociales et économiques. Actrice externe, la Suisse accompagne et facilite les processus de changement. Dans un contexte de crise profonde post-Duvalier, les Haïtiens peinent à se parler: la confiance manque, le tissu social également. Mon travail consiste à réunir les acteurs du développement – publics et privés – pour surmonter ensemble les difficultés.

Un exemple: producteurs, transformateurs, entreprises de transport et exportateurs actifs sur le marché du cacao tentent de résoudre leurs problèmes chacun de leur côté. Le programme PROFISUD soutient cette filière agroforestière dans les départements du Sud et de la Grand'Anse. Il encourage, entre autres, les partenariats avec les entreprises et les facultés d'agronomie. Ces dernières fournissent des solutions techniques pour garantir la qualité des variétés et promouvoir le cacao biologique.

Ce jeune marché recèle un grand potentiel. La Suisse contribue à améliorer les mécanismes de gouvernance pour accroître la productivité et la durabilité du secteur. Et ce, dans le respect de l'environnement et avec la participation des jeunes et des femmes.

Les Haïtiennes sont extrêmement fortes, évoluant sur de multiples fronts. Ce sont les «potomitan», expression créole antillo-guyanaise signifiant piliers, de la société. Sur mon chemin vers l'ambassade, de Port-au-Prince à Pétion-Ville, j'aperçois chaque matin les «Madames Sara». C'est ainsi que l'on appelle les femmes qui vendent mangues, savon et autres produits dans la rue.

Les enfants, vêtus de leurs uniformes chics, s'en vont à l'école, tandis que chiens et chèvres déambulent librement. D'innombrables déchets jonchent les trottoirs: un fléau croissant dans la capitale.

La pauvreté demeure omniprésente. Quelque trois millions de personnes ne mangent pas à leur faim. Pour leur venir en aide, la Suisse soutient le Programme alimentaire mondial de l'ONU. La précarité m'est insupportable. Je la combats, du matin au soir, en semant

des petites graines: les Haïtiennes et les Haïtiens le méritent. Alors qu'elle subit des catastrophes naturelles et des crises (politiques, sociales, économiques) à répétition, la population fait preuve d'une incroyable résilience et d'un inépuisable engagement. Travailler sur ces forces nourrit mon optimisme pour ce pays d'art et d'histoire, première République noire indépendante du monde que la Suisse a reconnue dès sa naissance, en 1804. ■

## L'ART POUR GUÉRIR

En Haïti, la Suisse est active dans de nombreux domaines: gouvernance locale, État de droit, lutte contre la corruption, agriculture, sécurité alimentaire ainsi qu'emploi et développement économique. Après le tremblement de terre qui a dévasté l'île en 2010, la DDC lançait la plus grande opération d'urgence de son histoire. Elle a œuvré ensuite à la reconstruction d'écoles en intégrant les normes parasismiques et anticycloniques pour protéger la population contre les risques naturels. La catastrophe a laissé de profondes séquelles. Pour surmonter celles-ci, la culture, sous toutes ses formes, constitue un moyen d'expression privilégié. Littérature, théâtre, cinéma, musique, peinture permettent d'évacuer les émotions et de ressouder les liens sociaux. L'Ambassade soutient des festivals et la production de films notamment.

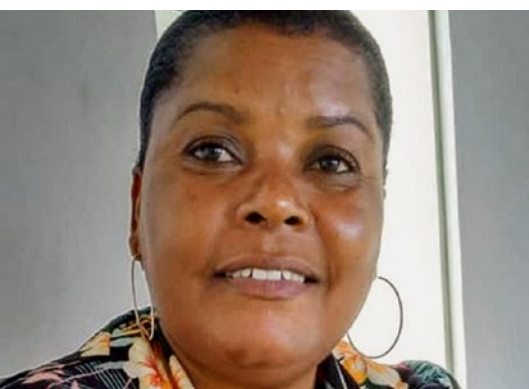


Voix de ... Haïti

# TRANSFORMER LES DÉFIS EN OPPORTUNITÉS

Mon engagement dans ma commune, La Vallée de Jacmel, située au sud-est d'Haïti, a débuté dès mon plus jeune âge. J'étais enseignante à l'école fondamentale. Participant infatigablement à des activités communautaires à côté de mon travail, j'étais souvent au contact de la population, plus particulièrement des jeunes Valléennes et Valléens ainsi que des personnes âgées dont les besoins de service n'étaient pas satisfaits.

Cette situation d'abandon et de précarité m'a interpellée. Elle m'a appelée à aider davantage et à mieux servir ma



**MARIE YOLÈNE PHILIPPEAUX SCUTT** a étudié le droit et les sciences de l'éducation. Après avoir présidé le conseil d'administration de la première caisse populaire haïtienne, elle a fondé le collectif des femmes de La Vallée de Jacmel. Elle est actuellement maire de cette commune et secrétaire générale de la Fédération nationale des femmes maires d'Haïti.

communauté en m'engageant dans la gestion de la cité comme présidente du conseil communal. Mon expérience en tant qu'agent intérimaire de l'exécutif en 2013 et les limites rencontrées dans mes actions – la commission municipale manquant de légitimité – m'ont poussée à me porter candidate et à me faire élire comme maire en 2015.

Dans cette fonction, je rencontre de nombreux défis, mais j'essaie de les transformer en opportunités. D'un côté, se trouvent les ressources limitées de la commune et le manque d'accompagnement de l'État central. De l'autre, on observe des points positifs: l'appui reçu par des institutions internationales, les formations obtenues et dupliquées ainsi que la création de la Fédération nationale des femmes maires d'Haïti (FENAFEMH).

Fondée en novembre 2016, la jeune FENAFEMH porte les vieilles revendications des femmes haïtiennes pour leur épanouissement social, politique et économique. Elle a franchi un grand pas récemment avec son deuxième forum. Ce dernier a conduit à un rapprochement institutionnel très fort avec les organisations féminines et féministes du pays, réparties dans ses dix départements. De telles initiatives sont cruciales dans un contexte où les femmes sont sous-représentées à différents niveaux.

Les partenariats jouent aussi un rôle important. Ma collaboration avec l'Ambassade de Suisse en Haïti et d'autres partenaires m'a été d'une grande aide dans l'accomplissement de mes tâches. À titre d'exemple, le Programme de relèvement après l'ouragan Matthew a permis à la commune de se doter d'un outil de planification territoriale: le Plan communal de développement.

Le Programme d'appui à la gouvernance décentralisée, élaboré conjointement par l'Ambassade et les acteurs locaux et centraux, constitue un autre exemple. Répondant à nos recommandations, il offre aux communes la maîtrise d'ouvrage et permet le dialogue politique pour favoriser la démocratie locale, la transparence ainsi que la participation.

---

**« NOUS AVANÇONS À PETITS PAS DANS LE PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT INCLUSIF DONT HAÏTI A BESOIN. »**

---

Malgré les difficultés rencontrées, je ressens de la satisfaction: la bonne collaboration avec la société civile et les projets en cours, contribuant au développement de ma commune, me réjouissent pleinement. Nous avançons à petits pas dans le processus de développement inclusif dont Haïti a besoin, en dépit des défis quotidiens. Je suis fière d'être une actrice engagée dans cette voie. ■



# PHILANTHROPIE ET CALCULS

Les « altruistes efficaces » préfèrent injecter les dons de particuliers et les fonds publics là où leur impact sera le plus grand : traitements vermifuges, prévention de la malaria, compléments en vitamine A. Mais saurait-on combattre la pauvreté sur la seule base de critères économiques et scientifiques ?

Texte : Samuel Schlaefli

Dès son plus jeune âge, Sebastian Schwiecker s'intéresse aux questions de développement. Il commence très tôt à faire des dons à des organisations d'utilité publique. Après des études d'économie politique ainsi que des stages en microfinance et au sein de banques de développement, l'Allemand dit prendre conscience, pour la première fois, des disparités dans l'efficacité des organisations humanitaires et des projets. Les certificats délivrés aux ONG, censés attester du soin avec lequel les dons sont gérés, lui paraissent superficiels et uniquement axés sur l'efficacité des structures organisationnelles. « En tant que donateur et particulier, je me sentais peu pris au sérieux et mal informé », commente Sebastian Schwiecker.

## Évaluations et classements

Les choses changent lorsqu'il découvre le site de GiveWell, institution d'utilité publique et plateforme de dons américaine qui évalue de manière systématique et quantitative l'impact d'ONG et de leurs projets. GiveWell se fonde sur la philosophie de l'« altruisme efficace » (AE), po-

pularisée au début des années 2010 par le professeur de philosophie anglais William MacAskill.

L'un des défenseurs les plus connus de l'AE est le philosophe australien Peter Singer. Dans des conférences TED et des publications, il résume l'idée de manière simple : n'est-il pas contestable moralement d'utiliser un don pour former un chien d'aveugle aux États-Unis ou en Europe, alors que la même somme pourrait sauver des douzaines d'enfants africains de la cécité ? Le principe sous-jacent : toute vie, partout dans le monde, a exactement la même valeur.

Au cours des dernières années, ce concept a trouvé des adeptes, surtout dans les universités, aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Allemagne et en Suisse. Fondée par William MacAskill, l'organisation 80000 Hours aide les étudiants à optimiser leur potentiel altruiste en analysant l'« impact social » de différentes professions. Ainsi, une carrière dans la finance ou au sein d'un géant de la technologie serait, selon les circonstances, plus pertinente que dans une ONG ou la coopération. Sebastian Schwiecker n'opte, toutefois, pas pour la banque. Début 2019, il crée *effektiv-spenden.org*, l'équivalent de GiveWell pour l'espace germanophone.

## Le donateur au centre

Professeur et directeur du Centre d'études de la philanthropie en Suisse

(CEPS) de l'Université de Bâle, Georg von Schnurbein n'est pas convaincu par les idées de William MacAskill et de Peter Singer. « Que les buts caritatifs soient mis en concurrence me semble problématique, déclare-t-il. Pour une société solidaire, il nous faut des programmes de traitement vermifuge en Afrique, mais aussi des fonds pour former des chiens d'aveugle en Suisse. » Et ce, même si l'efficacité d'une telle formation, exprimée, par franc, en années de vie pondérées par la qualité, est bien moindre. Selon le chercheur, l'intérêt de la philanthropie réside précisément dans la diversité des façons de faire le bien et non dans la concentration sur quelques thèmes choisis. « L'altruisme efficace met le donateur au centre. Dans certains milieux, il sert surtout à s'assurer qu'on est dans le vrai. Pour la société vue dans son ensemble, je ne crois pas que l'approche soit appropriée. »

En Suisse, les Universités de Zurich et de Bâle abritent le noyau dur des altruistes efficaces. De petits groupes locaux se sont aussi formés à Berne, à Genève et à Lausanne. En outre, la Fondation pour un altruisme efficace constitue une sorte de lobby au niveau national. Le 17 novembre 2019, elle engrange une victoire très médiatisée : le contre-projet présenté par le conseil exécutif zurichois à son initiative est approuvé par près de 70% des citoyens. Celle-ci demandait la révision de la politique de Zurich en matière de coopération. Désormais, la ville consacra entre 0,3 et 1% des deniers publics à des projets humanitaires à l'étranger.

L'administration de capsules de vitamine A aux enfants - ici, à Goma en République démocratique du Congo - est considérée par les altruistes efficaces comme l'une des mesures de développement les plus efficaces.

© Kate Holt/eyevine/laif

Le budget devrait ainsi passer de trois à quelque huit millions de francs. L'accent sera davantage mis sur l'efficacité, la rentabilité et la transparence lors de l'attribution des fonds.

«Nous voyons en Zurich un exemple pour la coopération au développement fédérale», affirme Janique Behmann, responsable Stratégie et Community Building à la section d'Effective Altruism Zurich. Dans une prise de position étayée par moult références à des études scientifiques, la fondation réclame, pour la Suisse et l'Allemagne, une coopération au développement basée sur des données scientifiques. Elle déplore notamment que la stratégie 2017-2020 de la DDC ne contienne pas d'adhésion claire à l'accompagnement et à l'évaluation scientifiques des programmes. Elle réclame que priorité soit donnée à ceux qui présentent un rapport coût-efficacité avantageux, avec plus de transferts d'argent aux personnes défavorisées et un abandon des programmes inefficaces.

#### PERFORMANCE

L'entreprise à but non lucratif GiveWell a été créée par un groupe d'anciens gestionnaires de fonds spéculatifs. Au lieu de se pencher sur des investissements d'entreprises, ils se sont spécialisés dans l'analyse d'organisations humanitaires et de projets. Seule question pertinente à leurs yeux : où peut-on, avec un dollar, aider le plus de personnes ? Depuis, GiveWell établit, chaque année, un classement des organisations les plus « efficaces », auxquelles des dons peuvent être versés directement via sa plateforme. Il s'agit presque exclusivement d'organisations américaines et anglaises, actives dans trois domaines : traitements vermifuges, malaria, carences en vitamine A. L'entreprise basée à San Francisco compte plus de 40 employés, dont beaucoup ont travaillé auparavant comme consultants ou pour de grandes entreprises technologiques de la Silicon Valley. D'après ses propres données, 50 000 donateurs ont versé à ce jour 500 millions de dollars à des organisations humanitaires « efficaces » via ses services.

#### Réductionniste ou ciblé ?

Selon Georg von Schnurbein, le côté prétendument scientifique de l'argumentation est à considérer d'un œil critique : «Souvent, le socle de données sur lequel s'appuient les altruistes efficaces est maigre et les différents contextes ne sont pas suffisamment pris en compte.» La mise en place de structures politiques, d'un système d'éducation ou d'une administration viable est aussi complexe que coûteuse, ce qui, pour l'AE, disqualifie de tels projets. «Si nous n'encourageons plus que les traitements vermifuges et qu'ensuite les gens ne trouvent ni formation ni travail, nous ne ferions que déplacer le problème de la pauvreté.» Sebastian Schwiecker n'est pas de cet avis : «Si les enfants ne vont plus en classe, parce qu'ils souffrent de diarrhées dues aux vers, bâtir des écoles ne sert à rien.» Une priorisation claire en faveur des programmes de santé serait donc judicieuse. «La santé n'est pas tout, mais, sans elle, vous pouvez oublier tout le reste», insiste-t-il.

Théologien et responsable de la communication chez Caritas Suisse jusqu'en 2018, Odilo Noti qualifie l'altruisme efficace de «scientiste, apostolique et donc anhistorique». Selon lui, les altruistes efficaces voient la coopération au développement comme une question purement scientifique et non politique. Ils négligent les avancées qu'on lui doit, aussi en matière d'impact. «Pour la coopération au développement suisse, le souci d'efficacité ne date pas d'hier. Des évaluations standard faisaient partie des processus bien avant que la pression de la légitimité politique devienne aussi forte.»

Si le théologien voit dans l'AE un phénomène de mode au potentiel restreint, il lui reconnaît un aspect positif : «Par le passé, ses représentants se sont clairement prononcés en faveur d'une augmentation du budget consenti par l'État à l'aide au développement, même si, dans leur stratégie, ils négligent cette aide publique.» À l'heure où les nationalismes ont le vent en poupe, ils sont ainsi devenus des alliés pour les organisations actives dans le domaine du développement.

Odilo Noti souligne, en outre, que les adeptes de l'AE respectent visiblement les principes qu'ils préconisent. «Beaucoup suivent la règle qui fixe des dons correspondant à 10% du revenu annuel. C'est beaucoup!» Sebastian Schwiecker et sa femme, par exemple, s'acquittent chaque année de cette «dîme». Sans se référer à la Bible, bien sûr, mais aux analyses scientifiquement fondées disponibles sur leur propre plateforme de dons. ■

Carte blanche

# CHANGEMENT DE PARADIGME

Lorsque j'ai annoncé à mes parents, tous deux intellectuels, que je souhaitais devenir réalisatrice, ils ne savaient pas en quoi exactement consistait ce métier. Ils ont aussitôt pensé à des réalisateurs célèbres des Balkans. Puis, ils m'ont demandé s'il s'agissait d'une profession appropriée pour une femme. Leur question n'était pas surprenante, car, à l'époque, tous les réalisateurs connus étaient des hommes. Un réalisateur balkanique typique était perçu comme une personne capable de licencier plusieurs membres de son équipe le premier jour du tournage dans le seul but d'asseoir son autorité. Les légendes urbaines évoquaient



**AIDA BEGIĆ** est née à Sarajevo en 1976. Son premier film *Snijeg* est sorti au Festival de Cannes en 2008, où il a remporté le Grand Prix de la Semaine de la Critique. En 2009, la réalisatrice fonde une société de production indépendante, Film House. Son deuxième long métrage *Djeca* a été présenté dans la section « Un Certain Regard » à Cannes en 2012 : il a reçu la Mention spéciale du Jury. La Bosnienne a également écrit et réalisé le court métrage *Album* du projet *The Bridges of Sarajevo: an omnibus named Europe*. Elle enseigne à l'Académie des arts du spectacle de Sarajevo. Son troisième long métrage *Never leave me*, qui raconte l'histoire d'orphelins syriens, a été sélectionné par de nombreux festivals du monde entier et primé à plusieurs reprises. Aida Begić prépare actuellement son quatrième opus : *A Ballad*.

des réalisateurs qui jettent le script au sol lorsque les choses ne se déroulent pas comme ils le souhaitent, des brutes terrorisant les actrices parce qu'elles n'interprètent pas leur rôle comme elles le devraient ou quittant les lieux pour aller jouer au football avec des amis. Ils étaient, néanmoins, considérés comme des êtres supérieurs intouchables et omniscients.

Je ne pouvais et ne voulais pas accepter ce paradigme. Avant les guerres des années 1990 dans l'ex-Yougoslavie, une seule femme avait réalisé des longs métrages en Bosnie et Herzégovine. Son nom : Vesna Ljubic. Ses films étaient importants et excellents, mais elle n'a jamais atteint la gloire et la renommée de ses confrères. Toutefois, peu avant le début de la guerre de Bosnie et Herzégovine (1992-1995), l'Académie des arts du spectacle de Sarajevo a ouvert un nouveau département dédié à la réalisation, offrant une nouvelle opportunité aux femmes de se former dans ce domaine. L'institution est demeurée active pendant le siège de Sarajevo et le nombre de femmes inscrites dans les départements Réalisation et Art dramatique n'a cessé de croître tout au long de la guerre. Aussi, le cinéma en Bosnie et Herzégovine a complètement changé dans les années qui ont suivi la guerre. Une génération de brillantes réalisatrices, productrices et scénaristes est née.

Nos premiers films ont rencontré un vif succès : ils ont été projetés dans les grands festivals, tels que ceux de Cannes ou de Berlin, et remporté de nombreux prix prestigieux. Ils ont, de plus, contribué à faire évoluer les esprits sur ce que signifie être un bon réalisateur et sur qui peut exercer ce métier.

Au début, même les membres de nos équipes trouvaient bizarre d'être dirigés par une femme. Souvent, ils de-

mandaient conseil à nos assistants, persuadés qu'une femme ne pouvait être « le chef ». Avec le temps, les choses ont évolué. Et ce, à deux niveaux. Premièrement, le contenu des films a changé. Les archétypes de personnages féminins qui peuplaient le cinéma patriarcal d'avant-guerre ont été remplacés par des héroïnes complexes, apportant un point de vue féminin. Les premiers films réalisés par des femmes sur des femmes nous ont fait découvrir la richesse des histoires de notre région sous un angle féminin. Ils ont encouragé une nouvelle génération de femmes à entreprendre des études de réalisation, en Bosnie et Herzégovine et au-delà. L'Académie des arts du spectacle de Sarajevo compte actuellement une classe de réalisation entièrement féminine. Les auteurs émergents les plus importants qui vivent et travaillent à l'étranger sont des femmes.

Le second changement, c'est l'atmosphère sur les plateaux de tournage. Nos équipes, dans tous les départements de cinéma, ne sont plus dominées par des hommes et nos jeunes collègues masculins n'utilisent plus le « style macho » balkanique de réalisation.

Aujourd'hui, dans notre pays, le terme « réalisation » est associé autant à une réalisatrice qu'à un réalisateur. Certains se plaignent de la domination des femmes dans l'industrie cinématographique. Celles-ci sélectionnent les films des festivals et enseignent le cinéma et le théâtre. Elles sont scénaristes, productrices, costumières, décoratrices, monteuses, directrices de la photographie et présidentes d'associations dédiées au cinéma. Notre chemin a certes été parsemé d'embûches, mais je suis heureuse et fière de faire partie de la première génération de réalisatrices de l'après-guerre ayant transformé notre profession ainsi que le cinéma de Bosnie et Herzégovine. ■

# LE THÉÂTRE POUR COMBATTRE LE MARIAGE DES ENFANTS

Un camion se transformant en scène de spectacle parcourt les villages reculés du Maroc. Il démocratise l'art dramatique et sensibilise le public aux dangers des unions précoces.

Texte : Zélie Schaller

Amal est une jeune fille marocaine rêveuse, talentueuse et optimiste. Elle aime l'école et souhaite poursuivre ses études, mais son père ne l'entend pas de cette oreille : il l'a promise à un homme.

Bouleversée, l'adolescente fait de terribles cauchemars. Parviendra-t-elle à surmonter ses angoisses et à trouver le chemin vers la lumière? Amal, qui signifie espoir en arabe, est la protagoniste

du spectacle itinérant *Le Mur*. Cette nouvelle création artistique de la compagnie Spectacle pour tous, soutenue par la DDC, est jouée dans un camion-théâtre, baptisé «Aji Tfarej» («Viens voir»). Le



véhicule a déjà sillonné seize régions du Maroc l'hiver passé et donné plus de 40 représentations.

Destinée à tout public, la pièce entend transmettre deux messages. Le premier: « Donner un enfant en mariage, c'est voler son enfance », relève Hamza Boulaïz, directeur de Spectacle pour tous. Le second: « Tous les enfants doivent pouvoir aller à l'école et choisir leur propre voie. »

Sur scène, un mur symbolise les obstacles qui empêchent Amal de faire ses

propres choix. Le spectacle entend montrer les graves conséquences que peut entraîner le mariage de mineures sur leur vie, mais également sur leur communauté. Des risques pèsent sur leur santé notamment. Les complications liées aux grossesses et à l'accouchement figurent parmi les principales causes de mortalité chez les 15 à 19 ans. Les filles-épouses sont, en outre, davantage susceptibles de développer une dépression. Isolement, violence et abus sexuels au sein même du couple sont courants.

Le mariage précoce conduit, de plus, à une plus grande pauvreté. Une fois mariées, les filles sont considérées comme des adultes: tâches domestiques et éducation des enfants les attendent. Les jeunes mères sont forcées d'abandonner l'école. Non instruites, elles peinent à trouver un emploi et ne peuvent subve-

nir aux besoins de leur famille. La précarité se perpétue. Le potentiel perdu pour le développement de la communauté est important.

## Trop d'exceptions

Au Maroc, le nombre de mariages précoces est en nette augmentation. Plus de 40 000 mineures ont été mariées en 2018, selon la présidente du Conseil national des droits de l'homme, Amina Bouayach. La situation est sans doute plus alarmante encore, puisque les statistiques ne prennent en compte que les unions contractées légalement. Les mariages informels ou dits « par contrats », passés entre des hommes vivant souvent à l'étranger et des pères peu scrupuleux, ne figurent pas dans les données officielles.

La pratique, qui concerne autant les zones urbaines que rurales, est théoriquement interdite depuis 2004. Cette année-là, le Maroc a modifié la « Moudawana » (Code de la famille) pour améliorer les droits des femmes. L'âge minimum légal du mariage est passé de 15 à 18 ans. Reste que la Moudawana prévoit des « dérogations » dans des cas exceptionnels. Un juge peut autoriser le mariage d'un garçon ou d'une fille de moins de 18 ans si les parents le demandent. Sa décision est irrévocable: aucun recours n'est admis.

En 2018, quelque 25 000 dérogations légales ont été accordées, augmentant ainsi le nombre de mariages précoces. Toutes concernent les filles. Des associations féministes réclament la suppression de ces exceptions. Conscient du problème, le gouvernement, à travers l'Observatoire national du développement humain, a lancé une étude.

En attendant les résultats, la compagnie Spectacle pour tous sensibilise parents et société avec sa pièce qui met en scène quatre jeunes acteurs professionnels. Confinés dans le camion-théâtre, une boîte noire de 38 mètres carrés, les spectateurs sont d'autant plus réceptifs. « Les

Un camion se transformant en scène de théâtre parcourt le Maroc pour sensibiliser la société aux effets négatifs du mariage précoce.

© Mohamed Alouane





Amal est la protagoniste de la pièce *Le Mur* : elle rêve d'étudier, mais son père veut la marier. En parallèle du spectacle, des ateliers sont mis sur pied à destination des enfants.

© Mohamed Alouane (3)



émotions y sont plus fortes que dans un grand théâtre, souligne Hamza Boulaiz. Joie, tristesse et empathie envahissent tour à tour le public. »

### Ateliers théâtre

Avant les représentations, des initiations au théâtre sont organisées dans les langues utilisées par les populations locales : le darija, l'arabe marocain, et l'amazigh, la langue berbère. Les activités ont lieu en plein air, dans une école ou une maison des jeunes. Enfants et adolescents apprennent à jouer sur les planches avec leurs corps, leurs voix et l'espace. Ils peuvent s'essayer également à l'improvisation. C'est souvent la première fois qu'ils prennent part à un tel atelier et assistent à un spectacle, relève Hamza Boulaiz.



Outre le mariage des enfants, les rapports de genre en général, mais aussi les minorités, les discriminations et le radicalisme, préoccupent Hamza Boulaiz. Le camion, aménagé en scène de théâtre mobile, permet de susciter le débat sur de telles questions dans des régions reculées. Il rend l'univers du théâtre et la liberté d'expression accessibles à tous. Fondée en 2010, la compagnie Spectacle pour tous dénonce les droits bafoués au nom de la religion, de la politique et des traditions. Elle entend créer un mouvement culturel qui inclut les citoyennes et citoyens marocains. ■





© trigon-film

## LA SYRIE DE L'INTÉRIEUR

(wr) Rares sont les films offrant un regard aussi intense sur la vie dans une ville en guerre – à Alep ou à Idlib – que *Pour Sama*. La réalisatrice syrienne Waad al-Kateab écrit à sa fille Sama et à ses spectateurs une lettre filmée, capturant l'insaisissable. Ce long métrage montre la vie quotidienne, les peines mais aussi les petits plaisirs. Hamza, le mari de Waad et père de Sama, est l'un des derniers médecins à être restés à Alep pour remplir son devoir. « Dans quelle vie t'ai-je amenée ? », demande en voix off la réalisatrice à sa petite fille. La cinéaste montre des images plus joyeuses, lorsque les étudiants manifestaient contre la dictature de Bachar el-Assad. Parmi eux, la jeune Waad, qui a courageusement continué de filmer. Des images indispensables et inoubliables. Ce témoignage unique en son genre a remporté l'Œil d'Or, prix qui récompense au Festival de Cannes le meilleur documentaire, et a été nommé aux Oscars.

*Pour Sama*, film de Waad al-Kateab et d'Edward Watts, Syrie ; en DVD sur [www.trigonfilm.ch](http://www.trigonfilm.ch) ou en streaming sur [www.filmingo.ch](http://www.filmingo.ch)

## MUSIQUE

### VIVANT ET COLORÉ



(er) Huit musiciens haïtiens passionnés, de style et d'âge différents, ont réuni leurs forces en 2010 après le terrible tremble-

ment de terre qui a frappé leur pays. Ils voulaient faire revivre la scène musicale locale, qui intègre les sons et les rythmes de trois continents diffusés pendant des siècles. Leur premier album était une réussite. Leur deuxième opus célèbre les liens entre le vaudou haïtien et la joie de vivre du carnaval de la Nouvelle-Orléans. Ces liens remontent au 19<sup>e</sup> siècle, alors que la révolte des esclaves en Haïti a fait fuir de nombreuses personnes en Louisiane. Des invités de renom, parmi lesquels Trombone Shorty et Leyla McCalla, ont rejoint le collectif. Cet album mélange le compas haïtien et le jazz de la Nouvelle-Orléans, ainsi que le gospel, le soul, le cajun et des voix créoles. Une énergie colorée et contagieuse ! *Lakou Mizik, HaitiaNola (Cumbancha/Exil/IndigoAnalog)*

## MERVEILLEUX MARIAGE



(er) Alors que des milliers de kilomètres séparent la République de Bouriatie de la Lituanie, le groupe uDu (« eau » en sanskrit) est composé de deux membres de l'Asie du Nord-Est et de deux autres de l'Europe du Nord-Est. Ainsi se rencontrent une voix masculine profonde, rauque, aiguë, presque sifflante et une autre féminine et cristalline. Elles sont accompagnées par le morin khuur (instrument à cordes mongol), le violon, la mandoline, la guitare, la shruti-box indienne (instrument à anches libres) et des percussions. Des sons qui nous emmènent à travers les étendues solitaires des steppes et la spiritualité balte de l'époque païenne. Les mélodies de mariage bouriate sont associées aux sutartinės, des chansons traditionnelles lituaniennes polyphoniques. Un magnifique mélange qui nous invite au respect de la nature. *Udu, Udu - Buryatia/Lithuania (Cpl Music/Broken Silence)*

## UNE PRIÈRE UNIQUE



(er) Guitares mélodieuses et rythmées, claviers aux riches accords empruntés à l'orgue ainsi que rythmes secs et souples : les trois musiciens créent un son légèrement rock aux influences folk somaliennes et éthiopiennes. S'élève ensuite la voix expressive de Sahra Halgan, égypte du Somaliland (région autonome du nord de la Somalie). La guerre civile au début des années 1990 a poussé la chanteuse à émigrer en France, mais elle est désormais de retour dans son pays. Symbole

de liberté pour sa nation, elle défend la culture somalienne et lutte contre les discriminations à l'égard des femmes. Dans ses chansons puissantes qu'elle interprète en somali, sa langue maternelle, la quinquagénaire réclame l'égalité pour tous et chante l'amour. Son deuxième album est une prière musicale unique.

*Sahra Halgan, Waa Dardaaran (Buda Records)*

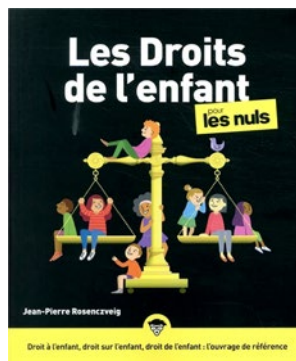
## LIVRES

### L'EAU, SOURCE DE VIE



(zs) Qu'est-ce que l'eau ? À quoi sert-elle ? Quel est son rôle dans l'équilibre de la nature ? Comment agir pour la préserver ? Ce manuel répond à ces questions de manière ludique et imagée. Il aide les enfants de 8 à 12 ans à comprendre l'importance de ce trésor que l'on surnomme l'« or bleu » et les menaces pesant sur lui. L'ouvrage présente également les solutions que les êtres humains inventent pour protéger ce bien précieux, avant d'inviter les lecteurs à passer à l'action. Plusieurs défis sont à relever, comme adopter le « fait maison » : une recette de produit ménager « dégrasse tout » est notamment proposée. « Ce livre ouvre les portes d'une formidable aventure dans laquelle nous devons tous embarquer. L'eau, c'est la vie, et la vie se doit d'être belle. Alors jetons-nous à l'eau ! », s'exclame dans la préface le navigateur et double vainqueur de la Route du Rhum. *Water Family (texte), Nicolas Trève (illustration), Protégeons l'eau. Manuel de l'apprenti écolo, Vagnon, Paris, 2019*

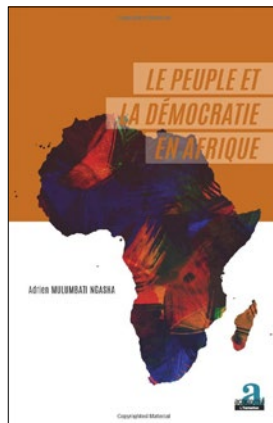
### LES DROITS DE L'ENFANT SOUS LA LOUPE



(zs) L'enfant a-t-il d'abord des droits ou des devoirs ? À partir de quel âge est-il reconnu responsable de ses actes ? Appartient-il à ses parents ? Telles sont quelques-unes des questions auxquelles Jean-Pierre Rosenczveig, juge pour enfants pendant près de trente ans en France, propose de répondre dans un ouvrage qui se veut clair et simple. Ne vous inquiétez pas, il ne s'agit pas d'un cours de droit indigeste. L'auteur aborde les aspects juridiques, mais également sociaux et moraux des droits de l'enfant. Objectif : expliquer le statut réservé aux moins de 18 ans ainsi que les droits de tout être humain.

*Jean-Pierre Rosenczveig, Les droits de l'enfant pour les nuls, First Éditions, Paris, 2019*

### QUELLE DÉMOCRATIE POUR L'AFRIQUE ?



(zs) Quel type ou quelle forme de démocratie faut-il mettre en place pour promouvoir le développement des populations en Afrique ? Telle est la question que cet ouvrage pose à ses lecteurs, qu'ils soient universitaires, gouvernants et gouvernés africains ou encore africanistes. Tandis que certains pays africains sont passés de la démocratie marxiste à la démocratie libérale, d'autres ont effectué le chemin inverse. Sous l'une ou l'autre forme, la démocratie, en Afrique, a tenté d'avancer sans le peuple, n'ayant pas contribué à la prospérité de ce dernier, déplore l'auteur, docteur d'État en science

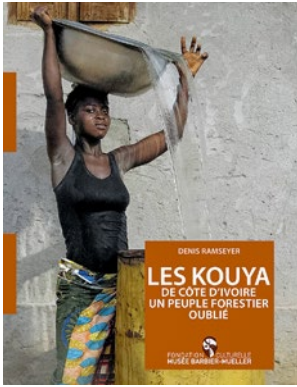
politique de l'Université de Bordeaux I, professeur ordinaire à l'Université de Lubumbashi, en RDC. Après une définition de la démocratie, il plonge dans les origines du peuple africain pour tenter de répondre à la question susmentionnée. *Adrien Mulumbati Ngasha, Le peuple et la démocratie en Afrique, Éditions Academia, Louvain-la-Neuve, 2019*

### CINÉMA AFRICAIN



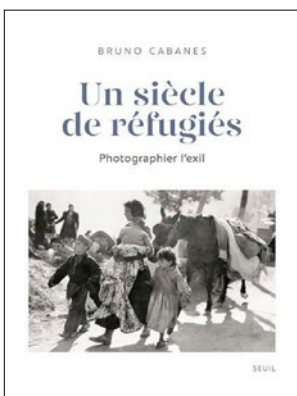
(zs) La culture cinématographique au Burkina Faso est l'une des plus riches d'Afrique. Ouagadougou, la capitale du pays, est considérée comme la capitale du cinéma africain, accueillant tous les deux ans, depuis 1969, un important festival. Le Sénégal a, pour sa part, gagné la notoriété internationale grâce à des réalisateurs tels que la documentariste et ethnologue Safi Faye. Pour dépeindre le secteur en Afrique de l'Ouest francophone, Mame Rokhaya Ndoye, docteur en sociologie, propose une démarche monographique et comparative entre ces deux traditions cinématographiques différentes, mais complémentaires. Si la production connaît de nombreuses difficultés – ressources financières et techniques ainsi que possibilités de diffusion notamment font défaut –, elle n'en demeure pas moins riche et créative. L'auteure explore les contraintes, les pratiques, les enjeux et les nouvelles technologies auxquels les réalisateurs sont confrontés ainsi que les stratégies et les solutions qu'ils développent pour pouvoir exercer leur passion. Une réflexion intéressante sur les mutations que traverse la branche. *Mame Rokhaya Ndoye, Le cinéma ouest-africain francophone. Et pourtant ils tournent !, L'Harmattan, Paris, 2019*

## L'ÉVOLUTION CONTRAINTE D'UNE SOCIÉTÉ FORESTIÈRE



(zs) Les Kouya appartiennent à l'une des ethnies les plus petites, mais également les moins connues de Côte d'Ivoire. Ce peuple, qui compte quelque 28 000 représentants, parle une langue menacée de disparition. La déforestation, le réchauffement climatique, l'ingérence des missionnaires chrétiens dans la région ainsi que les conflits qui ont sévi en 2002-2003, puis en 2010-2011 ont profondément modifié son mode de vie. L'ouvrage, richement illustré, relate avec moult détails les transformations de cette société forestière en l'espace de trois générations. Il est publié par la Fondation culturelle Musée Barbier-Mueller à Genève. Son auteur, Denis Ramseyer, est ethnoarchéologue. Il a réalisé de nombreuses enquêtes sur le terrain ainsi que des reportages photographiques. *Denis Ramseyer*, Les Kouya de Côte d'Ivoire: un peuple forestier oublié, *Éditions Ides et Calendes*, Lausanne, 2019

## DE LA VICTIMISATION À LA DIGNITÉ DES SUJETS



(zs) Déplacements et exode ont marqué le 20<sup>e</sup> siècle. Aujourd'hui encore, le nombre de réfugiés ne cesse d'augmenter à la suite des conflits au Moyen-Orient, en Afrique et en Amérique du Sud. Cet ouvrage retrace leur parcours – de la Première Guerre mondiale aux crises actuelles en Syrie, en Méditerranée ou encore à la frontière

américano-mexicaine – au travers de photographies emblématiques. Il questionne la photographie humanitaire, dont les principaux enjeux étaient les suivants: «Faire connaître la misère du monde, exciter la charité, promouvoir l'aide, le développement, le secours, la réforme sociale (...)». S'ils sont souvent montrés dans des bateaux, des camps et des foules, les réfugiés ont désormais droit à plus de dignité: des photographes privilégient des angles plus créatifs. Leurs œuvres, assorties de légendes détaillées, se révèlent bouleversantes. *Bruno Cabanes*, Un siècle de réfugiés. Photographier l'exil, *Éditions du Seuil*, Paris, 2019

## EXPOSITION

### L'ALGÉRIE À L'HONNEUR



(bf) La photographie algérienne se révèle riche et variée. Elle demeure, pourtant, méconnue à l'étranger. Seules les images liées à des événements politiques majeurs font le tour du monde. Les clichés les plus connus ont trait à la colonisation. Ils ont été capturés par des photographes occidentaux. L'exposition *Algérie contemporaine* au Photoforum Pasquart de Bienne met en lumière un panorama passionnant de la photographie algérienne actuelle. Les images ont été réalisées par des photographes algériens, y compris ceux issus de la diaspora. Une recherche historique sur la photographie algérienne de l'après-guerre complète la présentation. *Algérie contemporaine*, *Photoforum Pasquart de Bienne*; du 5 juillet au 6 septembre

## IMPRESSUM

*Un seul monde* paraît quatre fois par année en français, en allemand et en italien.

### Éditeur

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

### Comité de rédaction

Manuel Sager (responsable), Georg Farago (coordination globale), Beat Felber, Nathalie Carter, Isabelle Kaufmann, Marie-Noëlle Paccolat, Özgür Ünal

### Rédaction

Beat Felber (bf - production), Luca Beti (lb), Zélie Schaller (zs), Samuel Schlaefli (sch), Christian Zeier (cz)

**Réalisation. Photolitho et impression**  
Stämpfli SA, Berne

### Reproduction

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

### Abonnements et changements d'adresse

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de: Information DFAE, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne.

Courriel: deza@eda.admin.ch

Tél. 058 462 44 12

Internet: www.deza.admin.ch

Imprimé sur papier blanchi sans chlore et expédié sans film d'emballage pour protéger l'environnement.

**Tirage total:** 47 400 exemplaires

**Couverture:** Un garçon palestinien devant un panneau interdisant l'utilisation d'armes à l'entrée de son école, dans un camp de réfugiés de la bande de Gaza. © Xinhua/eyevine/lalif

ISSN 1661-1675

## COUP DE CŒUR



### Montrer les espoirs et les couleurs de la rue

**La cinéaste algérienne aMina\* Djahnine, établie à Lausanne, enseigne le cinéma en Suisse et à l'étranger. Son prochain film, tourné en partie au cœur des manifestations à Alger, sort cet été.**

L'Algérie est secouée par un mouvement de contestation populaire sans précédent. Je filme les espoirs et les couleurs de la rue pour montrer à quel point les Algériens aiment leur pays. Exigeant un changement de régime, ils manifestent pacifiquement chaque vendredi. Et ce, dans une atmosphère de fête. Les gens dansent et chantent. Ils ont un farouche besoin de vivre. Ce spectacle est beau et saisissant, après de longues années de répression. Je souhaite mettre en lumière ces sourires. L'analyse politique pure ne m'intéresse pas. Le dramaturge libanais Wajdi Mouawad sait parfaitement mêler petite et grande histoire. Dans sa pièce *Seuls*, il nous plonge au plus profond de l'âme humaine. Le protagoniste, enfermé une nuit durant dans une salle de musée, dialogue avec son père et l'au-delà. Confronté aux fantômes du passé, il découvre peut-être ce que la guerre a fait de lui. Une œuvre bouleversante!

\* *La majuscule est posée sur le M, « en hommage à des personnes disparues qui lui sont chères ».*

(Propos recueillis par Zélie Schaller)

**« Nous devons apprendre à  
parler de nos peurs pour que ce pays  
retrouve un jour la normalité. »**

Rowda Olad, page 9

---

**« Le cinéma en Bosnie et Herzégovine  
a complètement changé dans les années  
qui ont suivi la guerre. Une génération  
de brillantes réalisatrices, productrices et  
scénaristes est née. »**

Aida Begić, page 37

---

**« Donner un enfant en mariage,  
c'est voler son enfance. »**

Hamza Boulaiz, page 39

---